

edueACTION frica news

Le News Journal du Groupe de travail de l'ADEA sur la Communication pour l'éducation et le développement

Éditorial



Le COMED déménage à la Commission de l'Union africaine à Addis Abeba, en Éthiopie



Entretien avec le commissaire Martial De-Paul Ikounga

L'Interview



L'ADEA et la Commission de l'Union africaine signent un Protocole d'Accord



Agenda Afrique 2063: voies vers la réalisation par le Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma

Analyse

BRIDGES AFRICA
Analyse et nouvelles sur le commerce africain et le développement durable

à l'intérieur de l'Afrique



AFRIQUE-EDUCATION

Un expert souligne les difficultés liées à la qualité de l'éducation sur le continent

Éditorial

Le COMED déménage à la Commission de l'Union africaine à Addis Abeba, en Éthiopie

Par Lawalley Cole



Le 28 octobre, l'ADEA et l'un de ses principaux partenaires, la Commission de l'Union africaine, ont finalisé un accord qui permettra à la Commission de l'Union africaine d'héberger le Groupe de travail de l'ADEA sur la communication pour l'éducation et le développement (COMED). Ce jour-là, le commissaire de l'Union africaine pour les ressources humaines, la science et la technologie, M. Martial De-Paul Ikounga, et la secrétaire exécutive de l'ADEA, Mme Oley Dibba-Wadda ont signé un avenant au Protocole d'accord existant entre l'ADEA et la Commission de l'Union africaine. Ce nouvel ajout à l'accord a créé le cadre au sein duquel la Commission de l'Union africaine hébergera le COMED. L'ADEA déménage le COMED maintenant à Addis Abeba, pour travailler en étroite collaboration avec la Division de l'éducation relevant du Département des ressources humaines, de la science et de la technologie de la Commission. Cet accord renforcera la coopération entre la Commission et l'Association conformément au mandat des deux parties dans les domaines qui font la promotion de la communication en soutien à l'éducation, et facilitent le partage des connaissances tout en stimulant et en alimentant le débat public sur les questions de l'éducation en Afrique et au-delà. Cette évolution a été bien reçue par de nombreuses parties prenantes de l'ADEA et du COMED à en juger par les innombrables messages que le COMED a reçus ces jours derniers.

En tant que partie prenante clé de l'éducation africaine contribuant à la création d'un environnement propice aux changements significatifs et aux

réformes pour le développement qualitatif des systèmes éducatifs africains, l'ADEA s'est avéré efficace pour produire des résultats avec des moyens relativement limités. L'ADEA se fixe pour objectif d'assurer un plaidoyer et un dialogue politique innovants dans tous les domaines de l'éducation, notamment ceux qui ont fait l'objet de plusieurs interventions dans le passé. Dans le cadre de ce Protocole d'accord, le COMED mettra en œuvre des activités qui incluront

l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'agenda africain de l'éducation post-2015. Le COMED se concentrera sur la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2016 – 2025), reliée directement au cadre mondial des Objectifs de développement durable, ainsi que d'autres agendas importants et programmes mondiaux. Le COMED

fonctionnera principalement en tant que « passeur d'idées » et forum de partage de connaissances. Son public inclura les diverses parties prenantes de l'agenda de l'éducation post-2015 et des agendas connexes. Ces dernières auront des stratégies programmatiques comprenant l'analyse, le plaidoyer et le renforcement des capacités des journalistes et des autres praticiens des médias et professionnels de la communication au niveau des pays pour répondre aux besoins urgents en Afrique et pour soutenir les structures de communication des pays africains, afin de promouvoir le dialogue et le consensus sur l'éducation et les programmes et politiques connexes. Le Département des ressources humaines, la science et la technologie du siège de la Commission de l'Union africaine hébergera le COMED. Grâce à cet héberge-

Cet accord renforcera la coopération entre la Commission et l'Association conformément au mandat des deux parties dans les domaines qui font la promotion de la communication en soutien à l'éducation, et facilitent le partage des connaissances tout en stimulant et en alimentant le débat public sur les questions de l'éducation en Afrique et au-delà.

Éditorial

ment, il sera plus facile d'accroître la visibilité des excellents travaux menés par l'ADEA et la Commission. Les États membres et les parties prenantes seront ensuite capables d'acquiescer les informations nécessaires et les connaissances pour s'approprier pleinement leurs politiques et cadres mondiaux, afin de leur permettre de participer aux discussions intra-africaines et mondiales.

Étant basé au siège de la Commission de l'Union africaine à Addis Abeba, le COMED continuera à s'appuyer sur les différents domaines d'expertise dans ses travaux. Il s'agit principalement des ministères africains de l'Éducation par le biais de leurs unités de communication ou d'information, des médias spécialisés dans le traitement de l'éducation, des formateurs et des chercheurs en communication, des spécialistes de l'éducation et des organisations de développement impliqués dans ses domaines de préoccupation.

Le COMED a un vaste réseau composé de plus de 1 200 journalistes, spécialistes de la communication et membres d'ONG et d'organisations de la société civile situés dans les 54 États membres de l'Union africaine, et répartis dans les cinq régions du continent et les groupes linguistiques anglophones, francophones et lusophones. Les membres du réseau et l'ADEA comprennent qu'ils doivent couvrir toutes les questions relatives à l'éducation, notamment les événements organisés par l'ADEA et la Commission

de l'Union africaine dans leurs différents sites. Le COMED est la seule organisation du continent qui a été active pour favoriser les relations avec les journalistes d'éducation à travers le renforcement des capacités des membres de son réseau. En conséquence, les réseaux ont été déterminants pour le partage des connaissances, et pour stimuler et alimenter le débat public sur les questions de l'éducation dans de nombreux pays africains. Dans le cadre de cet accord avec la Commission de l'Union africaine, le COMED fournira un soutien à la communication pour l'éducation sur le continent, à travers ses réseaux existants de professionnels de la communication, et cherchera des solutions concrètes et fiables aux questions et aux défis les plus récents de l'éducation en Afrique.

Bien que l'Afrique soit clairement engagée sur la voie de la transformation socioéconomique, enregistrant au cours de la décennie écoulée un taux de croissance économique d'environ 5 %, le rythme et le schéma de la croissance économique en Afrique n'ont pas permis de réaliser des progrès sociaux significatifs. L'hypothèse que nous avançons ici est que le manque de développement de l'Afrique est lié à la mauvaise performance de ses systèmes d'éducation et de formation. L'éducation et la formation ne sont certainement pas les seuls facteurs en cause, mais ils sont des condi-

Dans le cadre de ce Protocole d'accord, le COMED mettra en œuvre des activités qui incluront l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'agenda africain de l'éducation post-2015. Le COMED se concentrera sur la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2016 – 2025), reliée directement au cadre mondial des Objectifs de développement durable, ainsi que d'autres agendas importants et programmes mondiaux. Le COMED fonctionnera principalement en tant que « passeur d'idées » et forum de partage de connaissances.

Le COMED est la seule organisation du continent qui a été active pour favoriser les relations avec les journalistes d'éducation à travers le renforcement des capacités des membres de son réseau. En conséquence, les réseaux ont été déterminants pour le partage des connaissances, et pour stimuler et alimenter le débat public sur les questions de l'éducation dans de nombreux pays africains.

Éditorial

tions nécessaires et primordiales. L'offre inadéquate, la qualité, et l'efficacité externe de l'éducation et de la formation en Afrique ne réussissent pas à produire le capital humain capable d'opérer les réformes structurelles nécessaires. Par conséquent, il est important que l'éducation réunisse les intérêts et les activités d'un large éventail de parties prenantes en Afrique. Citons notamment les partenaires de la coopération, les établissements d'apprentissage, les apprenants, les dirigeants, les communautés, les groupes de la société civile et les médias. La dimension

de la communication se présente de plus en plus comme une composante importante de la planification de l'éducation, veillant à ce qu'elle soit globale et inclusive, avec un style et un contenu qui favorisent le dialogue pour promouvoir tous les aspects de l'enseignement et de l'apprentissage. Les stratégies de communication soutiennent les politiques de l'éducation et leur mise en œuvre dans les communautés, les groupes de la société civile, les médias, les dirigeants et les partenaires de la coopération. Le partage de l'information, le consensus et l'établissement de la confiance, le plaidoyer et la mobilisation sociale reconnaissent tous la nécessité de travailler ensemble.

Cet accord entre l'ADEA et la Commission de l'Union africaine intervient, par conséquent, à un moment opportun quand la communication pour promouvoir l'éducation et le développement a un rôle important à jouer pour favoriser une meilleure compréhension des gouvernements, des bailleurs de fonds, de la société civile, des communautés et des parents sur le continent.

En 1998, un groupe de parties prenantes de l'éducation, issu principalement de la communauté des bailleurs de fonds, a créé l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique. Cette association a évolué d'un forum des bailleurs de fonds créé pour améliorer la coordination des activités des bailleurs de fonds pour devenir un vaste forum pour la

consultation, la coopération et le dialogue politique. Aujourd'hui, il rassemble les ministères africains de l'Éducation, les agences de développement, les fondations, les ONG, les chercheurs et les spécialistes de l'éducation dont les contributions qu'ils apportent à l'éducation en Afrique sont le point commun. L'ADEA est désormais une partie prenante clé de l'éducation africaine et contribue à la création d'un environnement propice aux changements dynamiques et aux réformes nécessaires au développement qualitatif des systèmes éducatifs africains.

Le COMED a commencé sur une base expérimentale en 1998 qui a soutenu une nouvelle initiative pour promouvoir l'utilisation de la communication en soutien à l'éducation en Afrique.

. L'éducation et la formation ne sont certainement pas les seuls facteurs en cause, mais ils sont des conditions nécessaires et primordiales. L'offre inadéquate, la qualité, et l'efficacité externe de l'éducation et de la formation en Afrique ne réussissent pas à produire le capital humain capable d'opérer les réformes structurelles nécessaires. Par conséquent, il est important que l'éducation réunisse les intérêts et les activités d'un large éventail de parties prenantes en Afrique.



Lawalley Cole est le Coordonnateur du Groupe de Travail de l'ADEA sur la Communication pour l'Éducation et le Développement et éditeur de ce journal d'information

L'Interview

Entretien avec le commissaire Martial De-Paul Ikounga

Commissaire, Ressources Humaines, Science et
Technologie, Commission de l'Union africaine.



Le 25 Mars 2014, la Commission de l'Union africaine et l'ADEA ont renouvelé le protocole d'accord signé initialement en 2008. Le 28 Octobre, 2015, un avenant de ce Protocole d'accord existant était signé par la Secrétaire exécutif de l'ADEA, Mme Oley Dibba-Wadda et le commissaire de l'Union africaine pour les ressources humaines, la science et la technologie, M. Martial De-Paul Ikounga pour permettre l'hébergement par la commission de l'Union africaine du Groupe de travail de l'ADEA sur la communication pour l'éducation et le développement (COMED). A l'époque en mars 2014, Lawalley Cole a interviewé le commissaire Martial De-Paul Ikounga.

LC : Monsieur le Commissaire, vous venez de signer un protocole d'entente avec l'ADEA pour une plus grande collaboration dans de nombreux domaines dans le secteur de l'éducation en Afrique. Pouvez-vous nous dire ce qui est l'élément principal de ce protocole ?

MDPI : Vous savez vous avez déjà en lui-même quand vous parlez de collaboration, nous sommes arrivés dans une phase où, d'ailleurs c'est notre deuxième mémorandum, le premier s'était achevé et donc celui-ci vient prolonger notre collaboration, mais ce n'est pas dit que le temps où celui-ci n'était pas signé qu'il n'y avait pas une continuation de collaboration. Je pense que le point le plus important d'un tel mémorandum est de renforcer la position, moi je pense que le point le plus important c'est de renforcer la position de l'ADEA en tant que partenaire important pour la mise en œuvre de nos politiques. Je pense que c'est l'élément le plus important. Le reste ce sont des détails pour dire ce qu'on va mettre ensemble. Mais ce qu'on veut montrer, c'est vraiment conforter l'ADEA dans sa position de partenaire, de principaux partenaires dans la mise en œuvre sur le terrain de notre programme.

LC : Étant donné que nous approchons de 2015, c'est l'année de la fin de la deuxième décennie de l'éducation en Afrique qui était fournie par l'Union africaine, qu'est-ce qui est planifiée par l'Union africaine comme projet de programme après 2015 pour l'éducation et le développement de notre continent ?

MDPI : Vous savez nous allons donner de plus en plus de place dans l'ensemble du Sud, dans l'ensemble de nos systèmes éducatifs et donner plus de place à l'ensemble des

questions qui sont liées à ce qu'on appelle généralement l'adéquation formation-emploi. Mais il faut dire déjà que, c'est vrai vous parlez du programme post-2015, mais nous avons encore à terminer l'année 2014 et puis à faire 2015, et un de nos travail le plus important au cours de cette dernière année, ce sera certainement de mieux évaluer ce que nous avons fait. Parce que les réalisations ne sont pas très importantes en termes de pourcentage, même si nous avons fait beaucoup de progrès, mais tellement de choses restent à faire et que nous allons certainement reconduire l'essentiel de notre programme, les termes de la collecte de l'information, les statistiques pour mieux gérer, la question de la réalisation, le problème de la condition des enseignants demeure, les problèmes d'éthique demeurent réels et comme j'ai dit, comment faire de sorte que l'école réponde au projet social que nous pouvons avoir lorsque nous parlons. Aujourd'hui, le problème de l'emploi est un problème majeur. Comment faire pour que l'école permette, aide à relever ce genre de défi.

LC : À la lumière du protocole d'entente qui vient d'être signé, est-ce que l'ADEA aura un rôle de collaboration à jouer dans la mise en œuvre de votre programme ? Si oui, comment arrivez-vous à mobiliser l'Afrique et lui faire mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir ce programme ?

MDPI : La première chose, je pense que c'est notre propre mobilisation. C'est notre propre mobilisation et aussi c'est de montrer la place de l'ADEA. Nous avons entrepris un programme que nous allons expérimenter déjà au cours de la prochaine réunion de la COMEDAF : c'est celui de la

cartographie des partenaires et l'objectif c'est de rendre plus visible le travail que font nos partenaires. Comment mobiliser, et donc à partir de là c'est de montrer comment mobiliser l'Afrique. Voyez, nous ne nous gênons pas de dire que si notre partenaire se porte bien, nous nous porterons mieux, parce que sur le terrain nous avons déjà vu l'efficacité de l'ADEA. Donc, nous allons donner à l'ADEA beaucoup plus de visibilité pour que les pays, parce que notre terrain d'action ce sont ces pays et que ces pays voient l'action que fait l'ADEA et puissent l'accompagner dans le projet je pourrais dire que l'ADEA fait pour notre compte.

LC : Comment allons-nous mobiliser d'autres partenaires à se joindre à notre croisade pour faire de l'éducation l'accent pour le développement de l'Afrique après 2015 ?

MDPI : C'est ce que j'ai dit. Si nous rendons visible d'abord et que nous montrons bien, vous savez il y a ce qu'on appelle aussi que chacun fasse son travail, que chacun fasse le travail et une bonne partie. Nous on fait comme du monitoring, on fait de la supervision. Mais sur le terrain, nous avons montré la capacité de l'ADEA de travailler. C'est ça que nous voulons rendre visible et l'ensemble de nos partenaires que nous pouvons mobiliser, nous leur disons, quand vous voulez nous aider, on veut faire du travail, c'est l'ADEA qui fera le travail pour notre compte et je pense que ça s'appelle de mobiliser les partenaires et à travers cette cartographie de l'ensemble des partenaires qui interviennent dans le domaine de l'éducation, c'est pour mobiliser cet ensemble, pour savoir qui fait quoi,

comment partager cette expérience et je pense que cette visibilité permettra de mieux nous situer les uns et les autres.

LC : Une dernière question : Quel conseil l'Union africaine donnerait-elle aux gouvernements de ses Etats membres dans le domaine d'une meilleure gestion de l'éducation pour le développement ?

MDPI : Vous savez : quel est le rôle de l'école ? Je pense qu'il faut de plus en plus – ça a l'air de rien, d'une petite question – mais redéfinir, bien comprendre le rôle de l'école et faire de sorte que l'école ne fabrique pas seulement des gens qui attendent tout de l'état, qui attendent tout de la société, mais que l'école fabrique des jeunes qui veulent eux montrer leur capacité à servir l'ensemble de la population. Comme ça nous pourrions avoir demain, nous pourrions fabriquer des entrepreneurs qui eux – mais quand je dis entrepreneurs, c'est dans tous les domaines, entrepreneurs dans tous les domaines – et qui ont la capacité de créer, la capacité d'entreprise et la capacité d'initiative pour que, vous savez nous quand on allait à l'école on disait : je vais à l'école pour devenir quelqu'un. C'était pour dire je vais à l'école parce que l'école c'était le lieu pour servir, pour transformer l'individu pour qu'il soit utile à la cité.

LC : Monsieur le Commissaire, je vous remercie beaucoup.

MDPI : C'est moi qui vous remercie.



Siège de la Commission de l'Union Africaine Addis Abéba

Analyse succincte des réalisations du GT COMED : 1998 - 2015

Situation en 1998	Situation en 2015
<p>En 1998, la nécessité de créer un Groupe de travail sur la communication pour l'éducation était fondée sur l'idée que les systèmes éducatifs travaillent mieux dans des contextes de partenariats bien développés et de confiance entre les multiples acteurs impliqués.</p>	<p>(a) En 2015, le GT a continué à opérer dans cet esprit dans un contexte plutôt difficile et volatile, le rendant extrêmement vulnérable au moindre choc.</p> <p>(b) Le GT est resté très fort et très engagé pour mettre en œuvre ses idéaux avec le soutien de son large réseau de journalistes et de spécialistes de la communication sur le continent africain.</p> <p>(c) Le GT a continué à reconnaître que les systèmes éducatifs sont basés sur des partenariats et la confiance entre les autorités scolaires, les enseignants, la communauté et le ministère de l'Éducation ; entre les ministères de l'Éducation et leurs partenaires de financiers.</p>
<p>En 1997, avant le commencement du programme COMED, il a été reconnu que des stratégies complètes de communication des ministères de l'Éducation pouvaient être essentielles pour construire et maintenir les partenariats multidimensionnels requis pour que le secteur développe la confiance nécessaire et le capital social dont il a besoin pour prospérer.</p>	<p>En 2015, le COMED a parcouru un long chemin pour être le fer de lance du marketing social du secteur de l'éducation en Afrique. Aujourd'hui, l'Afrique est plus proche que jamais auparavant de l'objectif de la communication pour l'éducation afin de développer un dialogue critique et éclairé arbitré par les médias (écrits et parlés).</p>
<p>En 1998, le COMED était une entité minuscule qui pénétrait sur un territoire en friche sans exemple à reproduire de nulle part.</p>	<p>(a) En 2015, le COMED est passé de cette entité minuscule qui a pénétré un territoire en friche en 1998 à une structure plus viable au sein de l'ADEA dont l'objectif est de devenir l'organisme ressource de premier plan de la communication pour l'éducation.</p> <p>(b) En tant que tel, le COMED deviendra la référence DURABLE, indépendante et continentale et un organisme de facilitation pour d'excellentes pratiques de communication dans les domaines de l'éducation et du développement (plaidoyer, renforcement des capacités, analyse, recherche et documentation des meilleures pratiques).</p>
<p>En 1998, la communication était à peine reconnue comme un moyen pour transmettre les questions relatives à l'éducation et être utile aux enjeux du développement.</p>	<p>En 2015, la mission du COMED a consisté à inscrire la communication au centre de l'éducation en Afrique par la promotion de la communication comme élément fondamental du développement de l'éducation et des réformes sur le continent. Avec plus de 1200 journalistes et professionnels des médias dans ses réseaux basés dans les 54 pays membres de l'Union africaine, nous avons des raisons de penser que des progrès considérables ont été accomplis.</p>

<p>En 1998, quand les journalistes écrivaient sur l'éducation, c'était généralement sur ses scandales et ses mauvais résultats ; ils avaient peu de connaissances sur ce secteur et la façon dont il travaillait. Quand les ministères faisaient de la communication, c'était généralement afin de couvrir les activités du ministère et promouvoir l'agenda du ministre (c'est-à-dire à une étape de la propagande). Dans les ministères, on pensait peu que la communication avec ou par les médias pouvait faire partie de la dynamique de la formulation et de la mise en œuvre d'une politique. On pensait encore moins qu'une stratégie de communication bien élaborée, plus interactive, pouvait rapprocher le ministère de ses parties prenantes et vice versa.</p>	<p>En 2015, le COMED a continué à inscrire avec succès la question et le domaine de la communication pour l'éducation et le développement sur les agendas de plusieurs ministères de l'Éducation et agences de développement. En 2015, la couverture médiatique des événements et la participation aux points de presse ont constitué la plus grande charge de travail du COMED, ainsi que la masse de la présence visible du COMED sur tout le continent.</p>
<p>En 1998, la prise de conscience que le rôle de la communication pour l'éducation et le développement était très limitée, spécialement chez les principaux décideurs gouvernementaux et les agences de développement.</p>	<p>(a) En 2015, quoique toujours relativement nouveau, le travail du COMED signifie que l'état de préparation de ses services commence juste à être cohérent contrairement aux premières années.</p> <p>(b) Ce sont des signes clairs que les bénéficiaires visés du travail du COMED (ministères, journalistes, chargés de communication) perçoivent un réel besoin de l'approche du COMED et de ce qu'elle peut apporter. En effet, nombreux sont ceux qui ont participé aux activités du COMED en 2015 dans toutes les catégories et les pays ont indiqué que certains aspects du COMED (formation, séminaires, élaboration de la Boîte à outils) leur ont ouvert les yeux sur l'importance et le potentiel de la communication pour le développement et le secteur de l'éducation.</p> <p>(c) Beaucoup ont exprimé le besoin de développer une communication améliorée sur l'avenir de l'éducation avec la société en général. Dans l'ensemble, il y a eu en 2015 une prise de conscience générale que la communication est un élément fondamental de toute stratégie de développement et de réforme de l'éducation qui ne peut réussir que si elle est bien comprise et intériorisée bien au-delà du cadre gouvernemental (à savoir les parents, les communautés, les organisations de la société civile, etc.).</p>
<p>En 1998, les journalistes et les autres professionnels de la communication en Afrique se réunissaient rarement pour discuter des questions autour de l'éducation et du développement.</p>	<p>(a) En 2015, le COMED a été efficace pour favoriser les contacts entre les journalistes et les chargés de communication à travers l'Afrique. Les ateliers sous-régionaux, la couverture médiatique des événements spéciaux où le COMED amène des journalistes de plusieurs pays à l'événement en témoignent.</p> <p>(b) Tirer profit des connaissances produites et partagées est un domaine dans lequel le COMED possède un potentiel considérable non réalisé. Le COMED a produit de bonnes connaissances et un savoir-faire dans plusieurs domaines liés à son mandat : comment promouvoir et développer le journalisme d'éducation (imprimé et électronique) ; inscrire la communication dans le cadre des MEN ; sensibiliser et former les journalistes et les chargés de communication ; l'utilisation de la radio rurale pour sensibiliser les populations à l'importance de la scolarité ; et les deux études (Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Guinée et Nigeria) sur l'éducation et les médias.</p>

L'Interview

Interview d'IPS avec le secrétaire général du Groupe ACP :

Le SG du Groupe ACP déclare :

« Nous devons aborder la question du développement différemment après 2015 »

Bruxelles, 2 octobre 2015/ IPS/ ACP : Les Objectifs de développement durable (ODD), adoptés lors du Sommet des chefs d'État au siège de l'ONU à New York le 25 septembre, concordent avec les cinq domaines stratégiques auxquels le Groupe ACP se prépare à accorder la priorité, dans le cadre de ses efforts pour se repositionner comme une organisation plus efficace sur la scène mondiale, déclare M. Patrick Gomes, chef du groupe de 79 nations.

Dans l'interview qu'il a accordé par courriel à IPS, il a indiqué que ces domaines comprenaient : l'État de droit et la bonne gouvernance ; la justice mondiale et la sécurité humaine ; le commerce intra-ACP, l'industrialisation et l'intégration régionale ; le développement d'économies durables, résilientes et créatives ; ainsi que le financement du développement. Il ajouta que la coopération Sud-Sud et triangulaire éclairait l'approche du Groupe dans tous ces domaines.

IPS : Le Groupe ACP est composé de 48 pays d'Afrique subsaharienne, de 16 pays des Caraïbes et de 15 pays du Pacifique. Dans quelle mesure a-t-il été possible de définir une stratégie commune pour le Groupe ACP ?

Patrick Gomes, secrétaire général du Groupe ACP : dès le début, le Comité des ambassadeurs des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à Bruxelles a reconnu l'importance de l'agenda de développement post-2015 en tant que plateforme pour l'action mondiale en vue d'aborder les besoins énormes des pays en développement.

En 2014, le Groupe ACP a mis en place le Groupe de travail ad hoc des ambassadeurs, qui a pour unique mission d'élaborer une position commune sur cette question, mettant en exergue les domaines clés qui sont importants pour nos États membres : changement climatique, financement du développement, transfert de technologie, par exemple. Cette démarche découle de la volonté de créer les conditions permettant à nos pays de réussir leur développement et de s'industrialiser de manière durable, afin d'élever le niveau de vie de nos populations.

Ces travaux ont alimenté la déclaration conjointe



avec l'Union européenne sur l'agenda post-2015 qui a été adoptée par le Conseil des ministres ACP-EU en juin 2014. Cela a constitué un véritable jalon et indiqué très clairement nos intérêts communs, tout en fournissant une orientation pour notre future coopération.

Le Groupe des États ACP a également convenu plus

récemment d'une position sur la conférence internationale de l'ONU sur le financement de l'éducation en juillet, et nous travaillons sur la définition de notre position pour la Conférence sur le changement climatique COP21 à Paris en décembre. À travers différentes plateformes, le Groupe ACP a pu formuler une position commune sur les questions qui sont directement pertinentes pour les perspectives de développement durable de nos pays.

IPS : à votre avis, dans quelle mesure les 17 ODD abordent-ils les problèmes et les aspirations d'un groupe aussi varié que le Groupe ACP ?

SG Gomes : le Groupe ACP est en effet un groupe varié. Il est constitué de pays qui sont tous en développement, mais chacun avec des conditions spécifiques – parmi ses membres, on compte 40 Pays les moins avancés (PLMA), 37 petits États insulaires en développement (certains sont les deux), et 15 États en développement sans littoral. Cela se retrouve également au niveau régional, car le Groupe ACP est organisé en six régions (Afrique orientale, occidentale, australe et centrale, ainsi que les Caraïbes et le Pacifique). Les concepts d'appropriation nationale et de politiques impulsées par les pays prennent une grande importance.

Par ailleurs, le Groupe ACP a demandé la création d'un indice de vulnérabilité prenant en compte les défis spécifiques qui affectent la capacité des pays à se développer. Ceci ne signifie pas que les États membres ne peuvent pas faire front commun sur des questions communes, ou soutenir leurs causes respectives au nom de la solidarité. Nous devons respecter également le principe de subsidiarité et de complémentarité.

Les ODD concordent avec les cinq domaines stratégiques auxquels le Groupe ACP s'apprête à accorder la priorité, dans le cadre de ses efforts pour se repositionner comme une organisation plus efficace sur la scène mondiale. Ces domaines comprennent l'État de droit et la bonne gouvernance ; la justice mondiale et la sécurité humaine ; le commerce intra-ACP, l'industrialisation et l'intégration régionale ; le développement d'économies durables, résilientes et créatives ; ainsi que le financement du développement. La coopération Sud-Sud et triangulaire renseigne l'approche du Groupe dans tous ces domaines

IPS : La Conférence sur le financement du développement d'Addis Abeba en juillet, le Sommet sur le développement durable et la Conférence de Paris sur le changement climatique de la fin novembre à décembre ont l'apparence d'un triumvirat déterminant le destin du monde ces prochaines années. Le financement en est l'élément central. À votre avis, comment le problème financier sera-t-il résolu ? Le Fonds européen de développement offre-t-il un cadre adéquat ? Est-il suffisant ?

SG Gomes : nous devons aborder la question du développement de manière différente après 2015. Il est clair que l'Aide publique au développement (APD) traditionnelle est, quantitativement, insuffisante pour aborder les demandes de développement de nos pays. De fait, l'APD représente actuellement beaucoup moins que les investissements directs à l'étranger, les prises de participation au capital ou les transferts d'argent des communautés des diasporas investissant dans leurs pays d'origine. En matière de financement durable à long terme, nous devons chercher à mobiliser les ressources nationales de nos pays en développement. Ceci implique de redéfinir nos législations fiscales, de nous attaquer à l'évasion fiscale et de lutter contre la corruption, afin de juguler l'hémorragie de milliards de dollars causée par les flux financiers illicites.

En outre, le financement privé pour financer les investissements, l'amélioration de la gestion de la dette publique, la stimulation du commerce – tous ces moyens doivent être abordés de manière globale. Le Groupe ACP s'intéresse particulièrement à la coopération triangulaire et Sud-Sud pour compléter les modèles Nord-Sud traditionnels de financement du développement.

Néanmoins, l'APD restera une composante essentielle du financement du développement après 2015. Les pays développés doivent tenir leurs promesses d'affecter 0,7 pour cent de leur Produit intérieur brut (PIB) à l'aide au développement. À ce jour, seuls quelques pays européens ont réussi à dépasser ce niveau d'APD – imaginez si tous les pays industrialisés le faisaient. De plus, puisque les nations développées ont réaffirmé leur engagement d'atteindre l'objectif d'affecter 0,7 pour cent de leur PIB à l'APD à Addis Abeba en juillet, nous devons veiller maintenant à le mettre en œuvre dans le cadre ACP-EU.

Le Fonds européen de développement pour les pays du Groupe ACP est important, mais à l'évidence insuffisant pour réaliser les ODD. Cependant, le FED a ceci d'unique qu'il fait partie d'un accord juridiquement contraignant entre deux ensembles d'États souverains. Dans le cadre de notre partenariat, l'UE fournit une source de financement prévisible et le Groupe ACP cogère le fonds. Dans le même temps, les questions de flexibilité des règlements du FED et une meilleure planification dans les pays du Groupe ACP signifient qu'il est encore possible d'améliorer les taux réels d'absorption des pays du Groupe ACP.

IPS : dans quelle mesure le Sommet sur le développement durable a-t-il marqué un grand tournant dans la coopération mondiale pour le développement ? Pensez-vous qu'il se révélera une plus grande réussite que son prédécesseur, les OMD ?

SG Gomes : la réussite des ODD dépendra de ce que nous en ferons, à savoir que ces objectifs doivent avoir l'appropriation ainsi que les ressources suffisantes pour mettre en œuvre les travaux et obtenir des résultats. Contrairement à la dynamique et à l'espoir suscités par les promesses énormes faites par les pays développés dans les forums internationaux, la réalité est que l'état du financement du développement est actuellement problématique. En effet, les défis rencontrés par les OMD ont été la mise en œuvre inadéquate des engagements énumérés dans l'Objectif 8 (Partenariat mondial pour le développement), la crise financière mondiale de 2008 ainsi que les questions de responsabilisation mutuelle.

Cependant, je reste positif. Il y a une prise de conscience croissante sur la planète sur les questions de développement. Il existe également un intérêt pour revoir les systèmes actuels pour mieux atteindre les objectifs de développement, comme on le voit dans les réformes actuellement poursuivies par l'ONU et le Groupe ACP. Il ne fait aucun doute que les ressources et les moyens pour réaliser l'Agenda de développement post-2015 existent – les orienter dans la bonne direction n'est qu'une question de volonté collective. (FIN)

Cet article a été publié à l'origine par Press News Service at <http://www.ipsnews.net/2015/10/qa-we-need-to-do-development-differently-in-the-post-2015-era/>



Avenue Georges Henri 451B - 1200 Bruxelles - Brussels
Belgique - Belgium
Courriel : info@acp.int
Tél.: +32 2 743 06 00
Fax : +32 2 735 55 73

AFRIQUE 2050

Atteindre la Vision 2050 pour l'Afrique : Faire tomber la barrière du capital humain

Birger Fredriksen et Ruth Kagia

Résumé par Lawalley Cole

Vision: A l'horizon 2050, les pays Africains auront développé leur capital humain -- à travers une coopération nationale, régionale et mondiale dans l'éducation, la santé, la science et la technologie -- nécessaire pour encourager une croissance rapide, inclusive et créatrice d'emplois, des sociétés cohésives et des gouvernements responsables, la base pour catalyser et soutenir une convergence durable des niveaux de vie entre les pays africains et le reste du monde.

Dans ce document, Birger Fredriksen et Ruth Kagia, deux anciens responsables de la Banque mondiale discutent de la nécessité d'un accroissement majeur du capital humain en Afrique, condition préalable nécessaire à la transformation économique. Ce document fait partie d'une étude importante sur le long terme pour l'Afrique – Afrique 2050 – couvrant tous les secteurs, présentée aux dirigeants africains lors d'une importante conférence à Abidjan en juin 2013. Oxford University Press a cette année publié l'étude dans un livre intitulé : «Africa 2050: Realizing the Continent's Full Potential» (« Afrique 2050 : réaliser tout le potentiel du continent ») avec T. Ahlers, Hiroshi Kato, H. S. Kohli, C. Madavo et A. Sood comme rédacteurs.

Fredriksen et Kagia soulignent les opportunités et les défis que rencontrent les pays africains en effectuant



Ruth Kagia

Birger Fredriksen

cours de la prochaine décennie, les pays africains vont devoir poser les fondements pour libérer tout le potentiel humain de leurs populations afin de leur permettre de mener des vies saines et productives. Pour cela, il est essentiel d'accélérer la transition économique et de passer de secteurs à faible productivité vers des secteurs à haute productivité, et d'accroître la compétitivité de l'Afrique dans une économie mondiale basée sur la connaissance.

Le modèle sur lequel repose l'étude mondiale 2050 prévoit qu'à l'horizon 2050, l'Afrique hébergera 2 milliards de personnes avec un revenu par habitant de 17 500 \$ EU et une main-d'œuvre compétente

et productive. La vision du secteur de l'éducation suppose que l'enseignement de base sera universel et gratuit pendant les neuf premières années et que le taux de scolarisation sera supérieur à 80 % pour le deuxième cycle du secondaire et à 35 % pour l'enseignement supérieur. Les universités africaines seront devenues des centres de recherche d'excellence au niveau mondial dans des domaines tels que les industries extractives, l'agroalimentaire et la biotechnologie. Plus généralement, les Africains seront en meilleure santé et vivront plus longtemps en raison de l'amélioration de la nutrition et des soins de santé, de l'augmentation du revenu et de la réduction considérable de la pauvreté, le tout sous-tendu par une classe moyenne de consommateurs instruits.

Pour concrétiser cette vision, Fredriksen et Kagia suggèrent une série d'objectifs qui devront être atteints à l'horizon 2050. Ils incluent le doublement du taux d'achèvement pour les huit à neuf ans d'enseignement de base, une multiplication par cinq des inscriptions au niveau tertiaire et préscolaire, et une augmentation par presque trois du taux de scolarisation dans le deuxième cycle du secondaire. Exprimés en pourcentage, les taux de croissance annuelle ne sont pas aussi élevés que ceux enregistrés par les pays africains dans un passé récent. Au cours de la période 1970 – 2010, l'expansion du secteur de l'enseignement tertiaire a été multipliée par plus de 20, le taux de scolarisation dans les écoles secondaires a été multiplié par 12 et le taux de scolarisation dans le primaire a augmenté d'environ 350 %. Cependant, les auteurs ont admis qu'atteindre les objectifs à l'horizon 2050 demandera davantage d'efforts, parce que les systèmes d'éducation sont plus grands et deviennent de plus en plus complexes, et parce qu'atteindre les enfants qui ne sont pas encore scolarisés sera souvent plus difficile et plus coûteux.

Alors que Fredriksen et Kagia pensent – en raison de la grande nécessité pour les pays d'Afrique subsaharienne (ASS) de rattraper la croissance et en raison d'une croissance démographique toujours très rapide, la plupart des indicateurs de l'éducation en ASS continueront à être inférieurs à ceux des autres régions ; ils pensent également que développer l'éducation pour l'amener au niveau proposé fournira une main-d'œuvre ayant les compétences et capacités suffisantes pour soutenir la transformation économique sur le continent. Ils donnent l'exemple de la Chine qui est devenue une puissance économique avec des indicateurs de l'éducation guère plus élevés

que ceux qu'ils proposent dans leur document. Fait largement reconnu aujourd'hui, Fredriksen et Kagia affirment que l'amélioration de la couverture de l'éducation doit aller de pair avec une amélioration importante de la qualité de l'éducation.

Fredriksen et Kagia considèrent également qu'il est important et urgent de réaliser la vision 2050 de développement du capital humain en Afrique. Ils notent également qu'une grande partie de la croissance économique enregistrée au cours de la dernière décennie a été possible grâce à l'amélioration des politiques macro-économiques, une plus grande stabilité politique, une amélioration du climat des affaires, et un intérêt mondial croissant pour l'Afrique, reposant surtout sur les produits de base. Cependant, ils affirment que tout en étant des moteurs importants pour relancer la croissance économique, ils sont insuffisants pour la soutenir ou l'accroître sans une amélioration parallèle des éléments clés de la croissance, notamment le capital humain, la connaissance et l'infrastructure.

Les auteurs considèrent qu'en améliorant la qualité du capital humain, la région pourrait développer des capacités essentielles, accroître le volume et la qualité des compétences, et améliorer la base institutionnelle pour maîtriser les nouvelles opportunités d'emplois, industrielles et technologiques qui se développeront au fur et à mesure que les économies seront de plus en plus connectées au niveau mondial. En outre, ils soutiennent qu'une population en meilleure santé et mieux instruite et formée produira plus, accélérera la transition démographique et contribuera à la réduction de la pauvreté. Ils mettent également en avant un autre mode de raisonnement qui indique que si par ailleurs le progrès dans la réduction du fardeau que représente la maladie et l'amélioration de l'éducation et des niveaux de compétences de la population échouent, l'important réservoir de jeunes deviendra un élément perturbateur et ralentira la croissance économique. Ils insistent sur le fait que la fenêtre d'opportunité pour effectuer l'investissement massif nécessaire ne dépasse pas les 10 à 15 ans au bout desquels, une faible base de capital humain commencera à exercer un effet négatif sur la poursuite de la croissance économique.

Les auteurs examinent les ensembles de facteurs qui permettent la transformation de l'éducation et qui peuvent également être mutuellement dépendants. L'un d'entre eux étant la démographie qui a divers

impacts importants sur l'éducation, alors même que l'éducation a un impact sur des facteurs démographiques clés comme la fécondité, la mortalité et la migration. Les auteurs insistent sur le fait que la transition démographique lente de l'Afrique aura un impact profond sur l'éducation dans les décennies à venir, pesant considérablement sur l'enjeu de rattrapage de la formation du capital humain. Ils affirment que les pays d'ASS devront continuer à accroître considérablement leur système scolaire pour simplement faire face à la croissance démographique alors que d'autres régions en développement pourront commencer à utiliser d'autres ressources pour élargir l'enseignement au-delà de l'enseignement de base et pour améliorer la qualité à tous les niveaux. Les auteurs indiquent également la nécessité d'investir davantage dans les enfants et d'offrir des programmes de la deuxième chance à ceux qui ont été privés d'enseignement primaire. Ce dernier point est une partie importante de la stratégie de développement holistique des compétences qui reconnaît qu'offrir des compétences de pointe à ceux qui travaillent dans le petit secteur moderne doit aller de pair avec un effort déterminé à offrir des compétences de base à la grande majorité de la main-d'œuvre engagée dans les secteurs agricoles et non formels où de telles compétences sont très rares. Reconnaissant l'urgence à rapidement rattraper la construction du capital humain de base, ils affirment que le meilleur investissement à long terme que peut faire la plupart des pays africains dans la décennie à venir serait de corriger le fait que leurs jeunes en-

fants et leur jeunesse ont des systèmes d'éducation et de santé de base beaucoup moins bons que ceux d'autres régions. Ils préviennent que cette étape du développement ne peut être évitée car une éducation de base de bonne qualité et un système de santé de bonne qualité sont la base du développement dans d'autres domaines.

Fredriksen et Kagia plaident pour la mobilisation d'un financement durable à travers la croissance économique. Les investissements dont ont besoin les pays d'ASSS pour faire face à ces défis seront bien supérieurs à ceux d'autres régions. Ceci pourrait bien être le cas au cours de la prochaine décennie pour financer le rattrapage de la croissance et répondre à une forte croissance démographique. Notant que les besoins de financement tout comme l'étendue de la mobilisation des ressources varient considérablement selon les pays, Fredriksen et Kagia concluent que les pays qui enregistrent une croissance annuelle de 6,6 pour cent de leur PIB que suppose « le scénario de convergence » de l'étude Afrique 2050 (qui signifie que les économies de l'Afrique « convergeront » vers celles des pays avancés) devraient être bien placés pour faire face au défi de financement.

Pour télécharger l'étude :

<http://www.emergingmarketsforum.org/2013-africa-emerging-markets-forum/>

Agenda Afrique 2063: voies vers la réalisation

par le Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma

Il y a 14 ans, lors des débats qui ont abouti à la Déclaration du millénaire et aux objectifs du millénaire pour le développement, notre continent était considéré comme le « défi du développement du 21^e siècle » et une tâche pesant sur la conscience de l'humanité.

Dans le même temps, l'Afrique réfléchissait également à son avenir, à la façon de sortir le continent de deux décennies d'immobilisme pour aller vers le développement. Ainsi, nous avons transformé l'OUA devenue l'Union africaine qui s'est engagée à gérer les conflits de manière coordonnée, et avons adopté le Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD).

14 ans plus tard, l'Afrique est la deuxième région ayant la croissance la plus rapide au monde, et abrite six des économies ayant la plus forte croissance au monde. Plusieurs autres pays se situent au-dessus ou au niveau du seuil de 7 % en matière de décollage économique, ce que (le président de la BAD Donald) Kaberuka appelle le point charnière, et sont prêts à doubler leur économie en dix ans.

Nous sommes également un continent du futur, avec une population jeune et en croissance, des classes moyennes et des classes de travailleurs qui se multiplient, d'abondantes ressources naturelles comme la terre, les minéraux, le gaz et le pétrole, les forêts, la biodiversité et les ressources maritimes. Je le redis donc avec confiance : l'Afrique est passée d'un défi du développement du 21^e siècle à une opportunité de développement du 21^e siècle.

De par notre histoire et celle des autres, nous savons que l'on peut rater et perdre des opportunités. Nous sommes donc déterminés à ne pas être décrits par les futures générations d'Africains à travers les opportunités perdues qui nous ont forcé à nous embarquer dans le processus de l'agenda 2063, un cadre panafricain pour avancer à grands pas vers une Afrique intégrée, paisible, prospère et axée sur les gens.

L'industrialisation, la mobilisation des ressources nationales, les institutions financières et monétaires – sont essentielles à la réalisation de l'agenda 2063 dans le long



terme et de l'agenda du développement pour l'après 2015 dans le court terme.

L'Afrique doit « créer un cadre de développement industriel exhaustif qui soit inclusif et permette la transformation pour accélérer et accroître l'apport de valeur de la production locale, les liens entre le secteur des produits de base et d'autres secteurs économiques. » Nos discussions doivent évaluer la consolidation des initiatives et du secteur d'industrialisation naissants.

Cette évaluation doit se pencher sur les secteurs agro-industriels dans tous les pays pour le cacao, le café et d'autres produits agricoles en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Éthiopie ; les secteurs TIC au Rwanda et au Kenya ; les industries textiles et de la mode en Afrique de l'Ouest, centrale et australe ; le tourisme et l'économie bleue des Seychelles et du Sénégal, de Maurice et de Madagascar ; l'industrie de la pêche dans le golfe de Guinée ; le travail effectué par des institutions comme la Commission forestière d'Afrique centrale (COMIFAC) sur la convergence de la politique forestière, et avec les forêts côtières d'Afrique orientale pour promouvoir une industrie forestière et un écotourisme durables et voir si le Botswana peut en effet devenir le principal négociant mondial de diamants. L'éva

luation de la politique industrielle concerne également l'évaluation de l'impact de nos projets d'infrastructure : le pipeline de gaz entre le Nigéria et l'Algérie, le corridor de transport Sahara – Sahel ; l'Initiative africaine de corridor d'énergie propre ; le corridor de transport Djibouti à Dakar, et d'autres et voir si ces projets non seulement contribuent à réduire le coût pour les industries, mais sont également des moteurs d'industrialisation, de transfert de technologie et de développement des compétences.

L'évaluation doit également vérifier les meilleures pratiques en termes d'outils industriels et de politique commerciale – comme l'exigence d'un contenu local mise en place par le Ghana dans ses industries pétrolières et du gaz ; les exigences de la politique monétaire pour l'industrialisation et la croissance discutées par les banquiers d'Afrique centrale, les activités de nos divers conseils de promotion des exportations et des investissements nationaux ; la mise en œuvre de la vision minière africaine et l'impact de notre partenariat commercial sur l'industrialisation et le commerce à l'intérieur de l'Afrique.

Nous devons également savoir ce qui se passe au niveau du secteur privé africain, tant formel qu'informel, y compris du secteur des MPME.

En outre, il y a les entreprises panafricaines émergentes dans la fabrication de ciment, les mines, le pétrole et le gaz, les TIC et le secteur bancaire et un nombre croissant de jeunes entrepreneurs africains innovants et qui réussissent (hommes et femmes) dans presque tous les pays.

La politique industrielle ne réussira pas sans efforts conscients pour créer des champions africains, et sans dialogue dynamique et interactions entre le gouvernement et le secteur privé aux niveaux sectoriel, national, régional et continental.

En effet, la politique industrielle doit être accompagnée par nos efforts d'intégration vers une zone de libre-échange continentale à l'horizon 2017, et nous ne devons rien faire qui puisse mettre cela en péril.

Il nous faut une révolution des compétences pour former des centaines de milliers de scientifiques, d'ingénieurs et d'artisans travaillant de concert avec le secteur privé, et investir dans la science, la technologie, la recherche et l'innovation.

Institutions

Les deux décennies d'immobilisme d'ajustements structurels ont non seulement vu la stagnation et la désindustrialisation, mais également la destruction des capacités institutionnelles de la politique industrielle, du soutien et de la planification.

Bien que nous ne puissions pas remonter le temps et

reconstruire ces capacités en une nuit, nous pouvons dépasser certains défis avec des institutions régionales et continentales que nous avons accepté de mettre en place, pour aider tous les pays à naviguer sur le chemin de la transformation structurelle.

Les discussions sur les statuts du Fonds monétaire africain, et la ratification et la stratégie de la Banque d'investissement africaine et de la Banque centrale africaine respectivement sont donc importantes pour que ces institutions puissent être mises en place et opérationnelles. Nous devons également nous rappeler la décision prise par le Sommet de l'Institut africain pour les transferts de fonds en janvier 2014.

Mobilisation des ressources nationales

Au cours de ces dernières années, nous avons étudié cette question en détail, en partant du rapport de l'ancien président Obasanjo présenté l'année dernière sur les sources de financement alternatives, l'étude NEPAD-ECA 2013 sur les ressources nationales pour le développement africain jusqu'au rapport d'avancement du panel présidé par l'ancien président Mbeki sur les flux illicites provenant du continent.

Toutes ces études montrent qu'aux vues de l'énorme potentiel de l'Afrique en termes de ressources, nous avons les moyens d'investir dans l'accélération de nos priorités de développement, et dans ce cadre exploiter et intégrer les fonds et les ressources encore plus importantes de nos partenaires dans le monde.

Amis africains, la politique industrielle, la création d'institutions et même la mobilisation des ressources nationales et la transformation ne sont pas faites jusqu'à ce qu'elles soient faites, et ce n'est qu'à ce moment-là que nous pouvons dire comme nous l'a appris Nelson Mandela : c'est impossible tant que cela n'est pas fait.

Le Dr Nkosazana Dlamini Zuma est Président de la Commission de l'Union africaine. Cet article est un extrait de The African Executive. L'héraut 03/04/2014



BRIDGES AFRICA

Analyse et nouvelles sur le commerce africain et le développement durable

Le savoir et l'innovation sont déterminants dans la recherche d'une croissance soutenue et inclusive de l'Afrique. Ils doivent par conséquent être encouragés par des politiques gouvernementales ciblées et la participation du secteur privé. Telle était la conclusion l'an dernier de la 9^{ème} Conférence économique africaine annuelle organisée du 1^{er} au 3 novembre à Addis Abeba, en Éthiopie.

La conférence, coorganisée par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a fourni un forum de discussion entre des représentants gouver-

Donald Kaberuka, à l'occasion de l'ouverture de la réunion de trois jours. Il a été appuyé par le secrétaire exécutif de l'UNECA, Carlos Lopes, qui a affirmé que « les entreprises africaines ne peuvent se développer et influencer sur l'ampleur des liens industriels que si elles exploitent (...) les compétences et les technologies nécessaires pour mettre à niveau les processus de production et identifier les opportunités commerciales ».

« Capacités et aptitudes sont deux choses différentes. Nous avons de nombreuses aptitudes, mais nous avons besoin de capacités » a ajouté Lopes, en mettant l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités pour transformer la croissance en croissance de qualité sur le continent.



nementaux, des chefs d'entreprise et des universitaires autour du thème central : « Savoir et innovation pour la transformation de l'Afrique ».

« Les pays africains sont conscients que leur développement repose sur la rapidité et la capacité de leurs citoyens à acquérir les compétences et les aptitudes technologiques nécessaires pour être compétitifs sur le marché mondial d'aujourd'hui », a déclaré le président de la BAD,

Abdoulaye Mar Dieye, directeur du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, a mis davantage l'accent sur la dimension humaine sous-tendant le lien entre innovation et croissance : il a demandé aux gouvernements de « veiller à mettre les populations au centre du processus de développement ». Les participants ont discuté de différents domaines d'action prioritaires, afin de tirer parti des effets du développement issus de l'innovation et de

la technologie, en tête desquels figurent la politique de l'éducation et les partenariats public-privé.

Un panéliste et chercheur du Cameroun, Luc Nembot Ndeffo, a expliqué que le faible niveau de l'innovation en Afrique, comparé à d'autres régions du monde, dépendait de quatre facteurs, à savoir la faiblesse des institutions, la faiblesse des infrastructures, la faiblesse de l'environnement réglementaire et institutionnel et l'insuffisance des systèmes éducatifs. Selon Ndeffo, ces facteurs forment un cercle vicieux qui maintient l'Afrique dans un état de sous-développement et compromettent les opportunités d'innovation.

Investir dans l'éducation et les compétences des femmes

Lors de la séance d'ouverture de la conférence, le rôle de l'éducation pour accélérer le rythme du développement des compétences et de la technologie en Afrique a occupé le devant de la scène. Dans ce contexte, le ministre éthiopien de la Science et de la Technologie Demitu Hambissa a présenté l'absence d'une masse critique de ressources humaines qui ont fait des études universitaires comme un obstacle majeur à l'innovation sur le continent.

Développant ce point, le président de la BAD, M. Kaberuka, a affirmé que le déficit de compétences était exacerbé par le fait que « la réserve de diplômés africains est toujours majoritairement orientée vers les lettres et les sciences sociales, tandis que le pourcentage d'étudiants inscrits en science, technologie, ingénierie et mathématiques s'élève en moyenne à moins de 25 pour cent ».

Le rôle central de l'éducation pour assurer une innovation centrée sur les populations a été également mis en évidence par les universitaires assistant à la conférence : par exemple, Abdoulaye Seck de l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar, au Sénégal, a présenté une communication sur les retombées technologiques dans les États de la Communauté économique d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), montrant que la diffusion de la technologie mondiale sera propice à l'appropriation locale et à l'innovation dans les pays de la CEDEAO si le capital humain de ces derniers est renforcé.

Par ailleurs, les participants ont constaté l'existence d'un déséquilibre entre les sexes en matière de développement des compétences entrepreneuriales à travers l'éducation : « Il existe une dimension de genre évidente dans la frac-

ture technologique », a déclaré Zuzana Brixiova, chercheuse principale en économie à la BAD. Selon Brixiova, les femmes ont acquis des compétences employables simples plutôt que des compétences entrepreneuriales, ce qui, en l'absence de politiques d'éducation et professionnelles intégrant la dimension genre, engendrera de la frustration et un afflux encore plus marqué de femmes dans le secteur informel.

Brixiova a également souligné que le chômage s'élevait à 11,9 pour cent en 2012 et en 2013, et que les jeunes travailleurs représentaient 50 pour cent des chômeurs. « Les décideurs politiques doivent identifier les facteurs qui forcent de nombreuses femmes en Afrique à rejoindre le secteur informel le moins productif et tenter de s'attaquer aux raisons pour lesquelles les femmes ont des niveaux d'étude plus faibles dans plusieurs pays du continent », a-t-elle déclaré.

De manière générale, la valeur ajoutée du capital humain est cruciale pour l'essor industriel de l'Afrique – et l'éducation de base seule ne suffira pas, selon Manitra Rakotoarisoa, économiste de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Tirer parti du secteur privé pour le développement

Outre la politique de l'éducation, les participants ont discuté du rôle que le secteur privé peut jouer pour stabiliser les pays africains frappés par un conflit, l'instabilité politique et les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Ces débats ont été stimulés par le rapport « Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) », co-écrit par les trois organisateurs de la conférence et l'Union africaine et publié le deuxième jour de la conférence.

Le rapport avance que des partenariats plus solides et le financement national, appuyés notamment par le secteur privé, sont essentiels pour atteindre les OMD et une croissance durable et stable en Afrique pendant la période de l'après 2015.

« Le secteur privé a un rôle énorme à jouer pour parachever le travail des OMD et soutenir les progrès au-delà de 2015. En fait, une partie du travail consistera à veiller à ce que les investissements futurs soient protégés face à des crises comme celles que nous connaissons en Afrique de l'Ouest » a déclaré que l'ancien président de la BAD, M.

Analyse

Kaberuka, en désignant le virus Ebola qui ravage principalement la Sierra Leone, la Guinée et le Liberia.

Durant l'une des séances plénières sur le « Rôle de la recherche et de l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'Afrique », les participants ont remarqué l'insuffisance de partenariats stratégiques publics-privés dans les domaines de l'éducation et du développement des compétences, ce qui contribue à saper les efforts du continent pour combler le fossé de l'innovation. Les intervenants ont également souligné que chaque pays devait élaborer une stratégie cohérente de l'innovation, accompagnée d'une feuille de route claire, basée sur sa réalité spécifique et sa situation, afin de faciliter le suivi des progrès.

« Cela revient à identifier nos avantages comparatifs, puis à cibler ces avantages comparatifs et construire des centres d'excellence autour d'eux », a déclaré Antonio Pedro de l'UNECA.

Dans cette Note d'information sur la Conférence économique africaine de cette année, l'UNECA soutient que pour que les entreprises africaines exploitent les chaînes de valeur mondiale, elles « devront mettre à niveau leur

compétitivité opérationnelle, respecter les normes techniques mondiales et adopter des pratiques de fabrication de niveau mondial – ce qui nécessite un niveau d'expertise qui n'est pas facilement accessible ».

La Conférence économique africaine est organisée annuellement et s'appuie sur les orientations générales fixées dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après 2015, qui présentent le développement technologique, le transfert et l'innovation comme les pré-supposés de la transformation structurelle et du développement centré sur les populations en Afrique.

Sources : Xinhua News Agency : Stimuler la réponse à la crise, le financement est essentiel au progrès continu de l'Afrique : rapport, 3 novembre 2014 ; Seychelles News Agency : Le programme pour la transformation économique de l'Afrique discuté en Éthiopie avec un accent sur le savoir et l'innovation comme clés des progrès économiques du continent, 2 novembre 2014 ; Banque africaine de développement : Conférence économique africaine –

L'AFRIQUE ATTEND AVEC INTÉRÊT LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS 2015

Homi Kharas, Chercheur principal et directeur adjoint, Économie mondiale et développement
Julie Biau, Assistante de recherche, Initiative

LA PRIORITÉ

La période des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a vu la transformation du récit du développement africain. Les perspectives de l'Afrique en 2015 sont nettement différentes de ce qu'elles étaient en 2000 : les économies africaines ont progressé à des rythmes qui rivalisent avec celles d'Asie de l'Est, en moyenne 6 pour cent en 2013 (à l'exception de l'Afrique du Sud) (Africa Progress Panel 2014). D'ici 2025, si les trajectoires actuelles de croissance se poursuivent, trois pays africains sur cinq seront des pays à revenu intermédiaire. De plus, cette croissance a été portée par les ressources naturelles et le dynamique secteur des services, la hausse de l'investissement privé, l'augmentation des exportations et l'amélioration de la production agricole. L'Afrique est de plus en plus décrite par ses dirigeants comme un continent d'opportunité.

La performance de la région en terme de bien-être individuel, tel qu'il est mesuré par les OMD, contraste avec cette image brillante. Depuis 2000, l'Afrique est en retard sur le reste de monde en ce qui concerne les progrès vers la réalisation des OMD, en particulier la pauvreté, la création d'emplois et la sécurité alimentaire (PNUD 2013) (voir la Figure 1). Les derniers rapports indiquent que la transformation structurelle de l'Afrique a été limitée, avec un faible impact sur la vie des plus pauvres (Africa Progress Panel 2014). Le Rapport mondial de suivi 2014 de la Banque mondiale estime que l'Afrique subsaharienne abrite 41 pour cent de la population pauvre aujourd'hui, un pourcentage qui pourrait atteindre 81 pour cent d'ici 2030 si le scénario habituel se poursuit. Cette forte concentration de la pauvreté mondiale exige une riposte ciblée des gouvernements africains.

En septembre 2015, les États membres des Nations Unies



décideront les objectifs de développement durable qui remplaceront les OMD et guideront le programme mondial de développement jusqu'en 2030. Il est encourageant de noter que la Position commune africaine (PCA) sur ces objectifs, convenus par l'Union africaine en janvier 2014, met l'accent sur « la transformation structurelle pour un développement inclusif et axé sur l'être humain » (Union africaine 2014). Concrétiser cette vision impliquera d'investir davantage dans les infrastructures, les services de base et la création d'emplois, et de dépasser la portée des OMD pour aborder les difficiles questions de la paix, la sécurité et la gouvernance (Banque mondiale 2014a). Les gouvernements africains devront mettre à profit les prochaines années pour mettre en œuvre des mesures audacieuses dans ces domaines, de façon à assurer une place centrale à la croissance inclusive dans le programme pour l'après 2015.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

Les trois nouveaux volets du programme pour l'après 2015

Comparé à la priorité accordée par les OMD aux besoins fondamentaux, le programme pour l'après 2015 a trois nouveaux volets qui sont essentiels à la réussite du développement en Afrique et qui sont incorporés aux six piliers de la PCA.

La création d'emplois. La croissance récente en Afrique n'a pas créé suffisamment de bons emplois : au cours de la décennie écoulée, la population active a augmenté de 91 millions de personnes, mais seulement 37 millions avaient un emploi salarié (PNUD 2013). Cet écart pose un problème sociétal, en particulier avec l'expansion de la population en âge de travailler sur le continent, dans un contexte de hausse du chômage des jeunes. Le programme pour l'après 2015 doit veiller à ce que la transformation structurelle aboutisse à la création d'emplois dont la productivité est plus élevée que dans l'agriculture informelle. Il existe des raisons impérieuses de se concentrer sur tous les secteurs. Mettre la priorité sur l'agriculture est la condition sine qua non pour éliminer la pauvreté, car l'agriculture est la source des moyens d'existence de 78 pour cent des populations extrêmement pauvres d'Afrique ; traditionnellement, l'industrie est un « ascenseur » vers la croissance économique, et une littérature importante suggère que la convergence de la productivité est plus simple à réaliser dans l'industrie qu'ailleurs (Rodrik 2013) ; par ailleurs, les réussites récentes de croissance en Afrique ont été portées par l'expansion du dynamique secteur des services, principalement dans les télécommunications, le commerce, le transport et le tourisme, qui ont représenté 62 pour cent de la croissance cumulée du PIB entre 1995 et 2011 (Banque mondiale 2014 b). Parvenir à créer suffisamment d'emplois pour rendre la croissance inclusive et réduire la pauvreté nécessitera que les gouvernements africains abordent les contraintes pesant sur ces trois secteurs.

Les infrastructures et la gouvernance. Les infrastructures africaines en matière de transport, d'électricité, d'irrigation, de stockage et d'autres domaines sont sous-développées. Aborder cette question nécessitera des projets de très grande envergure, une meilleure gouvernance pour encourager l'entrée d'investisseurs privés à long terme et de nouveaux financements : le déficit de financement des infrastructures est estimé à 48 milliards par an. Le Fonds Africa50, créé par la Banque africaine de développement, est un exemple des nouveaux types de dispositifs

nécessaires pour fournir l'expertise technique, le capital de départ et des équipes de projet dédiées pour accélérer le montage financier des projets d'infrastructures. Dans l'ensemble, l'Afrique n'a pas réalisé les améliorations nécessaires en matière de gouvernance pour fournir, exploiter et maintenir de meilleures infrastructures. Les lacunes qui subsistent en matière d'État de droit et la corruption persistante continuent de décourager l'investissement privé. Pareillement, bien que l'accès aux services les plus fondamentaux se soit amélioré pendant la période des OMD, il existe d'énormes disparités entre les zones urbaines et rurales et entre les groupes de revenus. Appliquer une approche plus inclusive aux infrastructures supposera de s'attaquer aux délicates questions que n'ont pas abordées les OMD, comme les droits de propriété, la discrimination et la corruption.

La paix et la sécurité. Vingt-quatre pays d'Afrique subsaharienne ont des taux de pauvreté extrême qui dépassent 40 pour cent, dont 18 figurent dans la liste des États classés fragiles par l'OCDE (Banque mondiale 2014c). Ceci implique que pour éliminer la pauvreté en Afrique subsaharienne, il est nécessaire d'exercer une forte pression pour investir dans la paix, la sécurité et les réformes institutionnelles. Comme le Rapport du Groupe de haut niveau de personnalités éminentes sur le Programme pour l'après 2015 l'a souligné : c'est « un virage fondamental – reconnaître que la paix et la bonne gouvernance sont des éléments essentiels du bien-être, et non des options facultatives » (Nations Unies 2013). La Position commune africaine comprend également la paix et la sécurité comme pilier, mais c'est actuellement la partie la moins développée de son plan d'action. La concrétiser nécessitera que les bailleurs de fonds et les gouvernements quittent leurs zones de confort.

CE QU'IL FAUDRA FAIRE EN 2015

Les gouvernements africains peuvent encore accélérer les progrès accomplis vers la réalisation des OMD durant 2015. Même si les objectifs ne sont pas entièrement atteints, ils sont le point de départ du programme pour l'après 2015 et tous les efforts doivent être faits pour renforcer ces fondations d'ici la fin de l'année. Il peut être instructif de tirer des enseignements de la mise en œuvre des OMD pour découvrir comment tirer le meilleur parti d'un cadre mondial fixant des objectifs pour soutenir le développement national. En 2015, le débat se déplacera vers le financement, les moyens de mise en œuvre et la responsabilisation des résultats. L'année offrira une fenêtre d'opportunité aux gouvernements africains qui ont

déjà indiqué leur volonté de s'attaquer à ces questions politiquement sensibles et de se les approprier dans le contexte de la PCA pour élaborer maintenant une solide vision régionale pour le suivi et la responsabilisation, accompagnée de plans clairs en matière de stratégies de financement et de mise en œuvre au niveau national.

Un jalon important est la troisième Conférence internationale sur le développement à venir, organisée à Addis Abeba du 13 au 16 juillet 2015. (Pour en savoir plus sur le financement du développement de l'Afrique, voir « 2015 : une année cruciale pour financer le développement de l'Afrique »). Cette conférence est l'occasion de réaliser trois résultats clés : (i) réaffirmer un fort soutien officiel en faveur du développement des pays les moins développés et des pays en situation de post-conflit, en dépit des pressions budgétaires de nombreux pays développés, et peut-être par la réaffectation des subventions accordées par les pays à revenu intermédiaire et faible ; (ii) un niveau de soutien accru en faveur des besoins financiers des pays à revenu faible et intermédiaire, en particulier un soutien important aux infrastructures nationales et régionales ; et (iii) une compréhension commune du rôle positif que les entreprises – locales et multinationales, grandes et petites – peuvent jouer pour réaliser le développement durable, et les politiques, les règlements et les incitations qui optimiseront la contribution des entreprises au développement, en cohérence avec leur motivation d'optimiser les profits à long terme.

Références

Africa Progress Panel. 2014. *Grain, Fish, Money: Financing Africa's Green and Blue Revolutions*. Genève: Africa Progress Panel. <http://www.africaprogresspanel.org/publications/policypapers/2014-africa-progress-report/>.

Banque mondiale. 2014a. "Africa's Pulse: An analysis of issues shaping Africa's economic future." Vol. 9, avril. Washington, DC: Banque mondiale. http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulsebrochure_Vol9.pdf.

Banque mondiale. 2014b. "Africa's Pulse: An analysis of issues shaping Africa's economic future." Vol. 10, octobre. Washington, DC: Banque mondiale. <http://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/africas-pulse-decades-of-sustained-growth-is-transforming-africas-economies>. Banque mondiale.

2014c. *Mettre fin à la pauvreté et partage de la prospérité – Rapport mondial de suivi 2014*. Washington, DC: Banque mondiale. http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/gmr/gmr2014/GMR_2014_Full_Report.pdf

Groupes de haut niveau de personnalités éminentes des Nations Unies sur le Programme pour l'après 2015. 2013. *Un nouveau partenariat mondial : Éliminer la pauvreté et transformer les économies par le développement durable*. Rapport au secrétaire de l'ONU Ban KiMoon. New York: ONU. http://www.un.org/sglmanagement/pdf/HLP_P2015_Report.pdf.

Programme des Nations Unies pour le développement. 2013. *Rapport 2013 sur les OMD : Évaluer les progrès de l'Afrique vers les Objectifs du Millénaire pour le développement*. New York: ONU. http://www.undp.org/content/dam/uganda/docs/Africa%20MDG%20report%202013%20summary_EN.pdf.

Rodrik, D. 2013. "The Past, Present, and Future of Economic Growth." National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 17400.

Union africaine. 2014. *Position commune africaine (PCA) sur le Programme de développement pour l'après 2015*. Addis Abeba: UA. <http://www.nepad.org/sites/default/files/Common%20African%20Position-%20ENG%20final.pdf>.

Trop de démocratie pourrait-elle freiner la croissance de l'Afrique ?

par Ronak Gopaldas

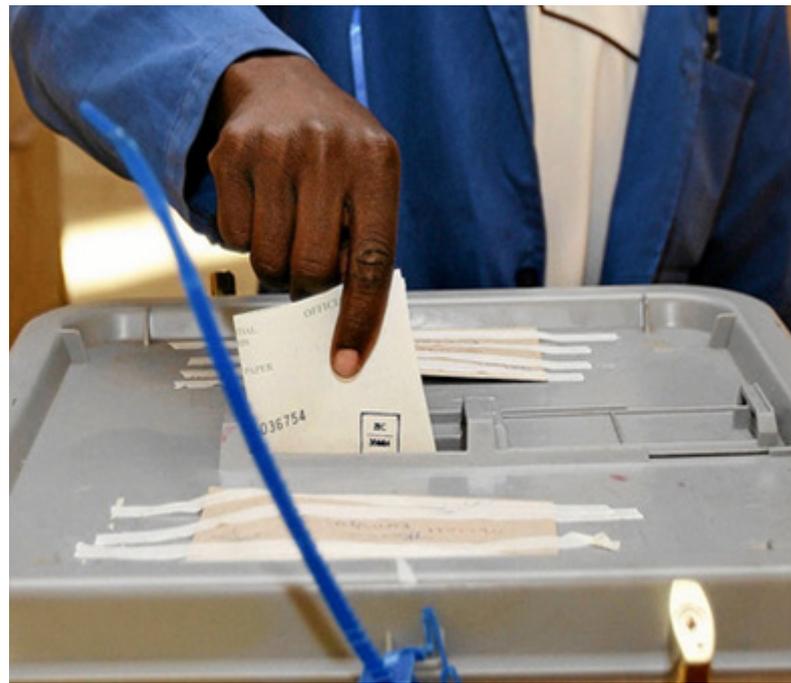
MALGRÉ la forte croissance économique de l'Afrique, seule une poignée de ses pays ont réussi à réaliser des percées pour réduire les inégalités. En réalité, de grands écarts de richesse entre les riches et les pauvres subsistent, avec une classe moyenne qui lutte pour se maintenir hors de la pauvreté. À la lumière de ces faits, la question a été posée de savoir quel est le meilleur moyen pour réaliser une croissance inclusive et si un dividende ou un déficit de démocratie est plus susceptible de le faciliter.

Deux événements mondiaux récents ont, en particulier, soulevé la question de savoir quel est le modèle de développement le plus efficace pour permettre à l'Afrique de réaliser cette croissance économique transformative. Le transfert pacifique et réussi du pouvoir au Nigeria a cimenté les valeurs démocratiques de la plus grande économie africaine et marqué une nouvelle ère de maturité politique pour le pays.

Selon les praticiens du développement, « ce dividende démocratique » fournit une plateforme à partir de laquelle il est possible de réaliser une croissance soutenue. La stabilité, le respect des droits de l'homme et l'État de droit, associés à des démocraties stables, créent un environnement propice à l'emploi, à la croissance et à de nouveaux investissements.

Le décès du Premier ministre singapourien, Lee Kuan Yew, le même mois, a suscité de nombreuses réflexions sur son modèle de croissance transformative, qui a adopté un système de développement hors du cadre démocratique.

Lee, généralement considéré comme l'architecte du « développement autoritaire », a choisi un système de « commande et de contrôle » qui a accordé la priorité à l'efficacité économique sur la liberté politique pour sortir sa population de la pauvreté – un système qui a été discuté pour les pays africains. Le paysage démocratique africain a radicalement changé ces 20 dernières années. Avant 1990, les transferts de pouvoir pacifiques et démocratiques en Afrique étaient rares et les élections multipartites étaient généralement interdites.



Aujourd'hui, les changements de pouvoir prévisibles et constitutionnels sont courants et à l'exception d'une poignée d'États africains, des scrutins multipartites se tiennent régulièrement. Ceci a soulevé l'espoir que l'Afrique bénéficiera du « dividende démocratique » et traduira ces progrès en une croissance vers le haut « soutenue », l'industrialisation, l'urbanisation, qui fourniront des emplois et la prospérité à sa population jeune en augmentation rapide.

Cependant, étant donné que les inégalités en Afrique se sont aggravées malgré une solide croissance économique et le paysage démocratique politique du continent, nombreux sont ceux qui pensent que la démocratie est un obstacle au développement, et qu'un modèle alternatif, comme « le développement autoritaire » de Lee, apportera au continent ce dont il a besoin.

De nombreux experts pensent que la réussite économique dans les « pseudo-démocraties » comme le Rwanda et l'Éthiopie, s'explique par un modèle de développement

autoritaire inspiré de l'Asie.

Dans le cadre du leadership de leurs partis de miliciens au pouvoir, le Rwanda et l'Éthiopie ont renforcé l'efficacité de l'État, amélioré les services publics, réduit la pauvreté et produit une amélioration soutenue du revenu par habitant, de manière inégalée par leurs voisins. Ceci leur a donné une certaine légitimité, malgré leur refus de remettre en jeu leurs postes par des élections libres et justes.

Dans les deux cas, les partis de l'opposition ne posent pas de véritable problème au parti au pouvoir. De plus, les deux régimes ont utilisé la force pour rester en fonction, en la présentant souvent comme une façon de protéger les citoyens de retomber dans le chaos et la pauvreté.

Bien qu'ils restent pauvres, les deux pays ont connu une croissance rapide de leur produit intérieur brut par habitant, tout en démontrant leur volonté et leur capacité à promouvoir l'amélioration des moyens d'existence de leurs habitants au-delà de la croissance économique.

Tous deux ont réduit de manière importante le pourcentage de leur population vivant avec moins de 1,25 US\$ par jour. Entre 2005 et 2011, la pauvreté par habitant au Rwanda a baissé de 12 points de pourcentage, tandis que la pauvreté en Éthiopie a baissé de moitié dans la période 1995-2011.

Ce sont ces facteurs, entre autres, qui amènent de nombreuses personnes à la conclusion que l'Afrique a besoin de dictateurs bienveillants pour accélérer les réformes en faveur du développement social, économique et politique. Comme le note Fred Swaniker, fondateur du Réseau African Leadership : « En Afrique, là où il n'existe pas d'institutions solides, un bon leader peut avoir un impact considérable sur la société, mais... un mauvais leader peut la détruire ».

Beaucoup soutiennent qu'un gouvernement autoritaire est nécessaire pour la croissance ou prendre des décisions difficiles.

Singapour, comme la Corée du Sud, la Chine, l'Indonésie et Taiwan, s'est modernisée dans le cadre d'un contrôle politique rigide. L'économiste réputé Amartya Sen appelle cela la « Thèse de Lee » – l'argument de base est que le refus de ces droits aide à stimuler la croissance économique et est « bon » pour le développement économique.

La thèse de Lee avance que la démocratie et les droits de l'homme sont des « biens de luxes » qui ne doivent être réalisés que lorsqu'un certain niveau de développement a été atteint. Les partisans soutiennent souvent que les

votes, les élections ou la liberté de parole ne se mangent pas, et que les populations sacrifieraient facilement le pluralisme politique en contrepartie de l'amélioration matérielle de leur qualité de vie.

Toutefois, un tel système dépend presque entièrement d'un autocrate altruiste et éclairé pour assurer un progrès continu. Mais parce qu'un tel système repose sur la dilution de la force institutionnelle et de la contestation politique, la viabilité de ce modèle économique et de ses progrès reste fragile. Si des tyrans moins compétents et corrompus arrivent au pouvoir, les pays risquent facilement de devenir des États en déroute. La Côte d'Ivoire en est un bon exemple. Son premier président, Félix Houphouët-Boigny a créé avec son État à parti unique la première nation la plus forte et la plus prospère d'Afrique dans les années 1960 et 1970. Son gouvernement était paternaliste et très efficace.

Considéré par certains comme l'archétype du dictateur, Houphouët-Boigny gérât la contestation en attirant l'opposition dans son gouvernement et il a gouverné sans véritable opposition de la moitié des années 1960 jusqu'à sa mort en 1993. Mais sa santé déclinante a permis aux détenteurs de pouvoir de prendre le contrôle quotidien du pays qui est tombé dans le chaos après sa disparition.

Les dirigeants africains sont à la croisée des chemins et n'ont d'autre option que la mise en œuvre de politiques efficaces et d'un leadership. Comme le note Swaniker : « D'ici 2030, l'Afrique aura une main-d'œuvre plus importante que la Chine, et d'ici 2050 elle aura la main-d'œuvre la plus importante du monde. Un milliard d'habitants auront besoin d'un emploi. Par conséquent, si nous ne développons pas nos économies assez rapidement, nous serons assis sur une bombe à retardement, pas seulement pour l'Afrique, mais pour le monde entier ».

À la lumière des risques potentiels, ce qui est clair, indépendamment des constructions démocratiques ou autoritaires, est que l'Afrique a un besoin urgent d'un leadership efficace et de qualité pour résoudre ses problèmes. Lee Kuan Yew, réfléchissant à la transformation économique de Singapour, a résumé le cœur des défis africains : « Nous n'étions pas des idéologues. Nous n'avons pas cru dans les théories pour elles-mêmes. Une théorie est une proposition attirante sur le plan intellectuel. Mais nous étions confrontés au problème réel d'être humains qui cherchaient du travail pour avoir un salaire et s'acheter à manger, des vêtements, des maisons et élever leurs enfants. Alors, quelle qu'en soit l'issue, nous avons la responsabilité de mettre l'économie en marche et de donner des emplois et des revenus ».

Comment la technologie peut-elle transformer l'Afrique ?

Par Fredrik Jejdling

En Afrique, comme dans le reste du monde, les Technologies de l'information et de la communication (TIC) vont transformer la société. Elles apporteront une croissance et une prospérité fondée sur une plus grande intégration, la cohésion sociale et la durabilité environnementale. Ce qui était autrefois une infrastructure technologique deviendra une infrastructure sociale – uniforme, intuitive et intégrante, en mettant en relation non seulement les individus, mais aussi les communautés, les systèmes, les processus et le renseignement.

De nouvelles opportunités émergeront permettant aux gens de collaborer, d'innover et de participer de manières qui auront un impact positif sur leur vie et de changer le monde. Le haut débit mobile, en particulier, recèle un potentiel énorme pour l'Afrique, qui possède une population nombreuse et jeune, une vaste masse continentale et des infrastructures limitées.

Bien que les dernières décennies de progrès dans le domaine des TIC aient été prometteuses, elles n'ont fait que jeter les bases de ce qui est à venir. À travers le continent aujourd'hui, le développement des infrastructures se poursuit, principalement axé sur l'une de ses capacités les plus élémentaires – mettre en relation les hommes et les lieux.

C'est un risque qui mérite d'être pris par le secteur privé. Cependant, il ne tient pas compte du potentiel important de la technologie d'être le moteur d'un développement social et économique inclusif et durable à long terme sur le continent. À elle seule, elle ne produira pas les résultats requis pour mettre le continent africain sur la voie de la prospérité.

L'accès universel au haut débit relie les hommes à l'information et aux services. Réaliser l'accès universel offrira des opportunités de créer et de fournir des biens et des services à des coûts fiscaux et environnementaux plus bas que les méthodes traditionnelles.

Pour que les TIC puissent pleinement réaliser leur poten-



tiel, il est impératif que les gouvernements et les décideurs politiques collaborent avec le secteur privé pour créer le bon type d'écosystème. Nous avons tout particulièrement besoin de mettre en place des plans nationaux de haut débit bien définis et des forums où les partenariats entre les parties prenantes sont examinés et améliorés. La politique doit être inclusive et offrir une vision claire qui positionne favorablement les Africains comme des citoyens du monde.

Le défi auquel sont confrontés de nombreux régulateurs n'est pas nécessairement une réticence à élaborer ces plans, mais souvent des ressources limitées et des priorités conflictuelles. Cela demande également beaucoup de temps de progresser de la formulation d'une politique à son adoption comme loi, et encore plus de temps pour appliquer les nouvelles lois. L'innovation technologique apparaît à une vitesse folle et la politique ne peut pas suivre.

En outre, les idées erronées concernant l'évolutivité, les possibilités à long terme et l'impact potentiel des différentes technologies ont des répercussions à long terme. Les technologies qui sont harmonisées et déployées à l'échelle mondiale bénéficient d'économies d'échelle et d'interopérabilité. En tant que tel, il est impératif que les parties prenantes clés des TIC travaillent avec les décideurs politiques, afin de s'assurer qu'ils comprennent les implications des politiques qu'ils mettent en place, notamment par exemple l'attribution des fréquences après 2020.

Bien que la responsabilité d'élaborer les politiques et les règlements du haut débit qui soutiennent leurs objectifs plus larges incombe aux gouvernements, les partenariats avec les entreprises privées peuvent assurer l'efficacité de ces plans, car les acteurs du secteur privé ont un aperçu unique des complexités des différents secteurs de l'industrie. Ceci est important, car les plans de haut débit ne doivent pas se concentrer uniquement sur le volet de l'offre, mais aussi couvrir les questions comme la fréquence, la concession des licences, les droits de passage et les émissions de la station de base. Un plan efficace doit aussi aborder le volet de la demande, qui facilite le développement de l'ensemble du système – comme les solutions pour l'E-gouvernement, l'éducation, les services sociaux et de santé.

Des politiques et des règlements de haut débit efficaces

se traduisent par une croissance du marché à long terme. Quand les pays mettent en œuvre des plans de haut débit, soutenus par des politiques et des règlements harmonisés, cela crée un environnement commercial dynamique dans lequel les fournisseurs de service peuvent collaborer et entrer en compétition. Prenez l'exemple de l'argent mobile au Kenya, salué comme une réussite à l'échelle mondiale – c'est le résultat du bon type de cadre juridique et réglementaire, qui a aidé à développer un écosystème dynamique et encouragé l'investissement du secteur privé.

Il est difficile de surévaluer l'impact que les TIC pourraient avoir sur la vie des populations en Afrique. Elles pourraient apporter l'intégration sociale, élargir l'accès aux connaissances, aux services financiers et à la santé, créer de nouvelles opportunités économiques, et offrir plus de choix aux consommateurs. Les TIC pourraient réellement transformer le continent.

Mais ce n'est que lorsque chacun est impliqué – gouvernements, décideurs politiques, secteur privé, experts du secteur – et travaille de concert que nous optimisons les opportunités. Si nous y parvenons, il n'y aura aucune limite à ce que nous pouvons accomplir.

Auteur : Fredrik Jejdling est président et responsable régional d'Ericsson pour l'Afrique subsaharienne

POURQUOI L'ELECTRICITE EST LA CLE DE LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Par: Stephen Yeboah et Mohamed A. Sultan

Avec l'aimable autorisation de : Africa progress Report - 2015

L'histoire nous enseigne que l'Afrique ne pourra pas sortir ses populations de la pauvreté, d'améliorer leur bien-être de manière substantielle et de réduire les inégalités, si elle ne parvient pas à s'électrifier durablement. Le paradoxe est saisissant. La région a des paysages superbes, un soleil brûlant, de vastes ressources en eau pour produire une énergie plus propre, meilleur marché et largement accessible. Pourtant aujourd'hui, plus de 600 millions d'habitants, soit deux tiers de la population du continent, vivent dans l'obscurité, sans électricité. Aujourd'hui, le continent a moins de capacité pour produire et transmettre des capacités basées sur un réseau que la Corée du Sud qui a un cinquième de sa population.

Bien que l'on en parle peu, les coûts associés à l'insuffisance et à l'inefficacité énergétique sont dévastateurs. Les pénuries d'électricité réduisent la croissance économique de 2 à 4 pour cent par an. La qualité de l'éducation est également affectée. Au Burkina Faso, au Cameroun, au Malawi, et au Niger, environ 80 pour cent des écoles primaires n'ont pas accès à la lumière pour leurs salles de classe, ni à l'électricité pour leurs ordinateurs. De même, les pannes de courant affectant les installations sanitaires ont de graves conséquences sur les patients hospitalisés dans toute l'Afrique.

Bien que l'Afrique ne contribue que de 2% aux émissions mondiales de CO2, les grands dommages que le changement climatique a sur les moyens d'existence des Africains sont frappants. Les sécheresses et les



inondations plus répandues font peser un stress sans précédent sur les systèmes agricoles, les ressources en eau sont rapidement épuisées, et la modification des schémas climatiques causant des catastrophes naturelles n'en sont que quelques exemples. Le changement climatique est une menace pour les moyens d'existence et les vies, ainsi que pour la trajectoire du développement.

Le temps est cependant venu de renverser la vapeur et d'utiliser cet état de fait comme l'occasion de repenser notre leadership sur la technologie propre et le développement durable. La fourniture d'énergie est au cœur de ce processus. Comment obtenir un bou-

quet énergétique plus équilibré qui cherche à réduire de manière importante la dépendance aux combustibles fossiles dans le but de s'en désengager à terme ? La réalité est que pour le très court terme, faute d'investissements adéquats, de bonne gouvernance et d'un leadership fort, l'Afrique ne peut pas assumer le rôle de leader – à l'échelle mondiale – pour faire le bond technologique nécessaire pour passer des systèmes énergétiques actuels à des économies efficaces, résilientes et à faible empreinte carbone.

Dans une perspective d'investissement, remplacer les combustibles existants par une énergie moderne est un débouché commercial largement négligé. Comme le soutient le rapport d'Africa Progress Panel de cette année « Energie, population et planète : saisir les op-



portunités énergétiques et climatiques de l'Afrique », 138 millions de ménages vivant avec moins de 2,50 US\$ par jour dépensent 10 milliards d'US\$ par an pour acheter des produits énergétique, notamment du charbon, des bougies et du pétrole. C'est autant un défi qu'une opportunité. L'accès à des systèmes énergétiques modernes diminuerait non seulement les dépenses des ménages, libérerait des ressources pour une santé productive et des investissements pour l'éducation, mais il stimulerait également les entreprises d'énergie renouvelable.

La Banque mondiale estime qu'au cours de la prochaine décennie 6400 milliards d'US\$ seront investis pour développer les énergies propres dans les pays en développement. Le désengagement mondial des combustibles fossiles (en demandant aux institutions de retirer leur argent des entreprises pétro-

lières, charbonnières et gazières tant pour des raisons morales que financières) est réel et il continue de s'accélérer dans les endroits les plus inattendus. C'est une opportunité de libérer des opportunités commerciales créatives, compétitives et technologiquement avancées sur le continent. Le président de Africa Progress Panel, Kofi Annan, affirme que « débloquer le potentiel africain en énergie propre peut stimuler la croissance et créer des emplois ».

Quelqu'un peut-il deviner ce que les nouvelles capacités de stockage de Tesla peuvent impliquer pour le continent ? Probablement pas, mais la seule opportunité d'un large accès au marché est encourageante. Comment le paiement mobile pour de petites installations solaires moins onéreuses affectera-t-il le marché de l'énergie. C'est le type de transformation que nous devons voir sur le continent.

La politique et l'économie du secteur énergétique sont au cœur du problème. La volonté politique est absente. Les gouvernements africains n'investissent actuellement que 0,5 pour cent (8 milliards d'US\$) de leur produit intérieur brut par an dans le secteur énergétique. C'est insuffisant pour électrifier les foyers et stimuler les entreprises. L'inefficacité du secteur électrique, allant de la sous-facturation de l'électricité au sous-investissement des opérations et de la maintenance, coûte 8,2 milliards d'US\$ par an. Cette inefficacité est liée au favoritisme politique ainsi qu'aux pratiques courantes de corruption. La Société nationale d'électricité de Tanzanie, Tanesco, par exemple, a perdu 124 millions d'US\$ à travers un réseau complexe de sociétés offshore. La corruption et l'opacité de la gestion des services sur le continent demeurent très élevées et représentent un défi majeur à relever.

Comment financer cette transformation

La réalité est que nous pouvons en effet trouver de grandes ressources sur le continent. Utiliser les revenus générés par les combustibles fossiles pour financer les énergies renouvelables est un moyen de le faire. Un autre exemple parfait est le potentiel lié à la réduction des flux financiers illicites (FFI). Les FFI – des milliards de dollars perdus principalement par les fausses factures – pénalisent les gouvernements pour mettre les infrastructures énergétiques en place. Comme l'indique le rapport « Electricité,

population et planète », l'Afrique à elle seule a perdu un montant estimé à 69 milliards d'US\$ à travers des flux financiers illicites en 2012, plus que le financement nécessaire pour couvrir les déficits d'énergie et d'adaptation au changement climatique qui s'élèvent à 66 milliards d'US\$ par an.

Dans le rapport « Mobilisation des ressources domestiques en Afrique de l'Ouest : opportunités manquées », l'Open Society Institute for West Africa (OSIWA) indique qu'entre 2012 et 2018, l'Afrique de l'Ouest à elle seule pourrait perdre jusqu'à 56 milliards d'US\$ de recettes publiques simplement en raison de prix de transfert erronés, et plus encore en raison de régimes d'incitation fiscale abusifs. Il existe des opportunités pratiques pour lutter contre ces sorties en examinant les régimes fiscaux, en renforçant les administrations fiscales, en accroissant la transparence du secteur financier, et en participant de manière critique aux mécanismes régionaux et continentaux de change et de contrôle. C'est un aspect essentiel pour faire en sorte que les recettes fiscales travaillent pour un large développement.

Les gouvernements africains doivent accroître le financement en faveur d'un futur à haute énergie et faible en carbone en dépensant environ 3 à 4 pour cent du PIB sur le développement du secteur énergétique. Ils doivent prendre des mesures audacieuses pour réduire l'inefficacité. Ils devraient étudier la possibilité de rediriger les 21 milliards d'US\$ annuels qu'ils dépensent pour couvrir les pertes liées aux services et en subventionnant les produits à base de pétrole vers les infrastructures énergétiques. En juillet, les dirigeants du monde convergeront à Addis Ababa pour discuter du financement pour le développement. C'est une opportunité de repenser le système de taxation en vue d'accroître les recettes fiscales et d'aborder les flux illicites et la corruption.

Par : Stephen Yeboah est chercheur au Africa Progress Panel et Mohamed A. Sultan travaille sur la gouvernance économique à Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)

Investir dans l'innovation et les technologies, condition préalable au développement de l'Afrique

Par : Katherine Wilkins

Innovation et technologies peuvent servir de tremplin à la transformation économique, à condition qu'elles soient entraînées par les populations. Tel est le message qu'ont mis en avant les partenaires et participants à la clôture de la 9e édition de la Conférence économique africaine (CEA), qui s'est tenue du 1er au 3 novembre 2014 à Addis-Abeba.

Décideurs et chefs d'entreprise, économistes et universitaires du monde entier se sont réunis à cette occasion, afin de débattre des façons de tirer parti du savoir et de l'innovation pour stimuler l'emploi des jeunes, favoriser l'adoption de nouvelles technologies et optimiser la transformation économique de l'Afrique.

« Les investissements dans les compétences, les technologies, le savoir et l'innovation garantiront une gouvernance démocratique et réactive, à même de fournir des services publics efficaces et de faciliter l'accès universel aux services de base, tels que la nourriture et la nutrition, l'eau et l'assainissement, le logement, la santé et l'éducation », a souligné Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine.

L'innovation est considérée comme essentielle à la transformation des économies africaines, a indiqué Steve Kayizzi-Mugerwa, économiste en chef et

vice-président par intérim de la Banque africaine de développement (BAD), qui a souligné la nécessité de se montrer proactif et de relever les défis auxquels l'Afrique se voit confrontée : « Nous devons cesser d'être des analystes placides et relever nos défis par nous-mêmes ; nous devons cesser de gaspiller les ressources et mettre en œuvre nos propres idées ». Et d'ajouter : « L'Afrique doit d'abord comprendre où nous en sommes, ce qui nous a amenés ici, avant



d'essayer de comprendre ce qu'il faut faire autrement pour obtenir des résultats différents ».

Au-delà des technologies et du transfert de technologies, le rôle de l'innovation en tant que facteur de changements de comportement et de changement social a été au cœur des débats. « L'innovation est un

facteur déterminant de la capacité des économies à soutenir la croissance et elle est essentielle à l'amélioration des conditions socio-économiques, a ainsi déclaré Abdoulaye Mar Dièye, directeur du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD et secrétaire général adjoint des Nations unies. La transformation socio-économique en Afrique exige à la fois de s'adapter aux technologies existantes et de développer des innovations propres à l'Afrique ».

Les participants ont fait valoir que le continent peut renforcer son programme de développement, en recourant aux technologies et au transfert de technologies, de manière créative, en créant des opportunités de revenus pour les agriculteurs, des emplois pour les jeunes dans les zones urbaines et en luttant contre des défis fort divers, entre adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophe.

M-Pesa, le système de paiement innovant par téléphone mobile créé au Kenya et étendu à la Tanzanie, à l'Afrique du Sud, à l'Afghanistan, à l'Inde et à l'Europe de l'Est, a eu un fort impact sur la vie des Kenyans ordinaires. Ce système a permis d'améliorer l'accès aux services financiers de 19 millions de Kenyans et de créer des emplois, avec un impact positif sur les dispositifs d'épargne et de transfert d'argent. En cinq ans seulement, M-Pesa a réduit de 15 % l'épargne informelle au Kenya, a augmenté de 35 % la fréquence des transferts et des envois de fonds et a accru de 58 % le recours aux services bancaires, par rapport aux chiffres de 2006.

Autre constat d'importance, qui a émergé lors des débats de la Conférence : se saisir de la question du déficit criant en compétences, afin d'offrir aux jeunes et aux femmes du continent africain, l'opportunité de participer à ces nouveaux types d'activités économiques et de tirer profit de la croissance économique en Afrique, est crucial. « L'innovation et l'éducation orientée vers les technologies sont essentielles à une performance économique et à une compétitivité viables. Cela donne à nos jeunes les bases

essentielles pour assurer leur avenir », a déclaré Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Des investissements continus dans l'éducation, la recherche et le développement, des programmes structurés de formation sur le lieu de travail et la mise en place d'instituts de formation technique seraient autant de moyens d'impliquer les jeunes et de renforcer la participation et l'autonomisation des femmes.

Gouvernements, secteur privé, milieu universitaire et société civile doivent agir en tant qu'entités complémentaires, non pas comme des concurrents, dans le processus de développement. Il faut créer des liens solides entre ces différentes entités pour veiller à ce que l'innovation entraîne une généralisation des efforts, l'adoption de meilleures pratiques et l'amélioration de la croissance économique inclusive et du développement durable.

Au vu du profil de la population actuelle, la majorité de la population africaine ayant moins de 20 ans, les participants à la conférence ont déclaré que l'ère de l'innovation en Afrique reste encore à venir. Favoriser des solutions innovantes et établir un contrat social dans lequel les gouvernements, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile recourent à l'innovation pour surmonter les obstacles du développement inclusif et de la transformation structurelle sont essentiels à un développement inclusif et durable. Cela est primordial pour passer de l'aspiration à l'action, s'agissant de l'Agenda de l'Afrique 2063, la vision de l'Afrique dans 50 ans et la Position commune de l'Afrique sur l'Agenda du développement post-2015.

Depuis 2006, la Conférence économique africaine est coorganisée tous les ans par la BAD, la CEA et le PNUD, avec pour mission de favoriser le dialogue et l'échange de connaissances sur les questions économiques et les défis auxquels l'Afrique est confrontée.

Contacts

AfDB: Olivia Ndong Obiang, o.ndong-obiang@afdb.org, tel. +225 01560505 +225 01560505 (Abidjan)

ECA: Mercy Wambui, mwambui@uneca.org, tel. +251 92 10 14 767

UNDP: Nicolas Douillet, Nicolas.douillet@undp.org, tel. +1 212 906 5937 +1 212 906 5937 (New York);

Martha Mogus, martha.mogus@undp.org, tel. +251 11 44 43 18 (Addis Ababa)

Pour en savoir plus

- Conférence économique africaine 2014
- Notre travail: réduction de la pauvreté

LE PNUD EN AFRIQUE

Actualités

- 11 juin 2015: Afrique : le développement des infrastructures doit tenir compte des risques sanitaires et du genre
- 25 mai 2015: Perspectives économiques en Afrique 2015 : libérer le potentiel des économies locales
- 20 avr. 2015: Plus de 30 000 supporters se retrouvent à Saint-Étienne pour un match en faveur de la lutte contre Ebola



Retour :

Q & R sur Financer le programme de développement pour l'après-2015

Comment la Banque Mondiale l'a vu en octobre, 2013

Q: Comment multiplier par mille les milliards de dollars alloués au financement du développement?

R: Le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et les banques multilatérales de développement – Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque européenne d'investissement (BEI) et Banque interaméricaine de développement (BID) – se mobilisent pour appuyer les efforts de financement du programme de développement pour l'après-2015. Ces institutions ont annoncé une augmentation des niveaux de financement initialement promis, afin de passer des milliards de dollars d'aide publique au développement à plusieurs milliers de milliards d'investissements, toutes sources confondues, publiques et privées, nationales et internationales. Cette question sera évoquée lors de la réunion du Comité du développement du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, le 18



avril 2015 (a) (pdf).

Une nouvelle vision au service d'un développement durable

En 2000, les dirigeants de la planète ont défini huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour éradiquer la pauvreté et la faim, améliorer l'éducation, l'égalité des sexes et la santé et promouvoir un développement durable. La date butoir de fin 2015 approchant, un nouveau programme de développement pour l'après-2015 est en cours d'élaboration. Les réalités et les défis du monde actuel exigent que ce programme soit à la fois plus ambitieux et plus interconnecté que le précédent, sous-tendu par une vision du développement plus globale couvrant

des dimensions économiques, sociales et environnementales.

Les objectifs de développement durable (ODD) (a) envisagés incitent chaque pays à mettre fin à la pauvreté et à renforcer le développement économique et sociale d'une manière durable. Pour parvenir à un tel résultat, il va falloir sortir des sentiers battus.

Enfants du village de Suleja dans l'État du Niger, au Nigéria.

Trois sommets prévus en 2015 définiront les grandes lignes de la coopération internationale pour les décennies à venir :

13-16 juillet 2015 : la conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba ;

25-27 septembre 2015 : l'Assemblée générale des Nations Unies qui devrait entériner les nouveaux ODD ;

30 novembre-11 décembre 2015 : la 21e conférence des Parties (COP21) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui devrait adopter un accord contraignant sur la réduction durable des émissions de gaz à effets de serre.

Financer le développement après 2015

La Troisième conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba en juillet prochain, marquera une étape importante dans les efforts mondiaux visant à installer un développement universel et durable. Cette conférence ouvre la voie à l'adoption attendue des ODD lors du Sommet spécial des Nations Unies sur le développement durable organisé à New York en septembre. Ce cheminement sera prolongé lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui se dérouleront à Lima en octobre, et par la 21e conférence des Parties (COP21) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), à Paris en décembre, qui devrait adopter un nouvel accord international sur le changement climatique. Autrement dit, l'année 2015 sera l'occasion de soutenir les

aspirations du monde en matière de développement pour les quinze prochaines années.

Quel rôle pour le Groupe de la Banque mondiale, les banques multilatérales de développement et le Fonds monétaire international ?

Les banques multilatérales de développement (BMD) et le Fonds monétaire international (FMI) ont produit ensemble une note de discussion intitulée "From Billions to Trillions: Transforming Development Finance," (a)(pdf), où ils définissent dans les grandes lignes leur rôle en vue de la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement et au-delà.

- Pour financer les investissements nécessaires à la réalisation des ODD, la communauté internationale doit changer d'échelle, pour passer des milliards d'aide publique au développement à plusieurs milliers de milliards d'investissements tous azimuts, humains et matériels, et provenant de sources publiques et privées, nationales et internationales.

- Les ODD exigent en effet d'utiliser aussi judicieusement que possible chaque dollar de dons disponible, à commencer par les 135 milliards d'aide publique au développement. Mais cela concerne aussi les dons de particuliers, les transferts des migrants, les flux Sud-Sud, les autres formes d'aide publique et les investissements directs étrangers. Pour atteindre les niveaux attendus, deux autres grandes sources de financement devront être mobilisées : les ressources intérieures de chaque pays, puisque c'est là qu'ont lieu l'essentiel des dépenses de développement, et les financements et investissements du secteur privé, avec un réel potentiel pour obtenir des fonds supplémentaires.

- C'est cette approche qui permettra d'atteindre les milliers de milliards d'investissements pour le développement, une ambition que chaque pays et toute la communauté internationale doivent soutenir pour financer les ODD et, à travers eux, transformer le monde.

- La note conjointe sera discutée le 18 avril 2015

lors de la réunion du Comité du développement, à l'occasion des Réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du FMI.

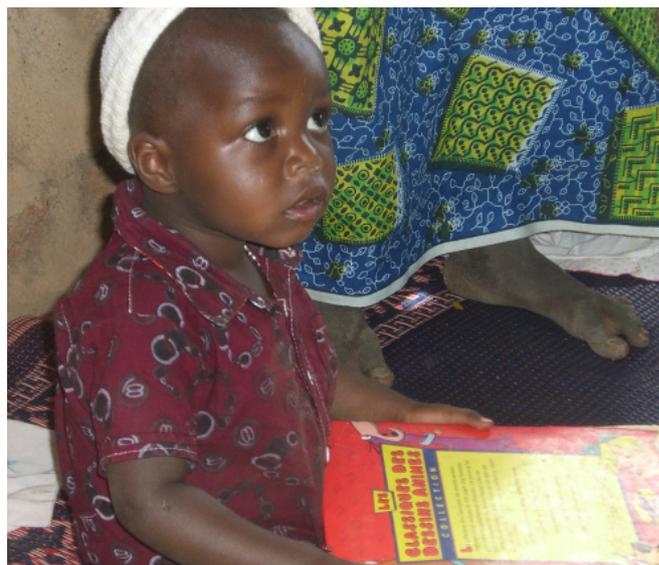
- Parallèlement, onze notes supplémentaires analysent les implications du programme de développement pour l'après-2015 à l'échelle des pays. Un document décrivant le cadre (a) (pdf) sous-tendant ces évaluations est d'ores et déjà disponible. Les notes-pays pour le Kirghizstan, le Nigéria, l'Ouganda, le Pakistan, les Philippines et le Sénégal ont été finalisées. Celles pour la Jamaïque, le Libéria, le Pérou et le Yémen seront bientôt achevées.

Les solutions de financement des banques multilatérales de développement

Ces solutions de financement peuvent être regroupées en quatre grandes catégories. Chacune recouvre des approches et des instruments spécifiques pouvant être adaptés aux conditions particulières d'un objectif ou d'un programme, sachant qu'il n'existe pas de solution toute faite.

- Additionnalité, mise en commun, habilitation (a) (pdf): on trouve ici les nouveaux types d'apports (taxes et redevances par exemple) et les « flux » publics (hors instruments financiers ou investissements traditionnels) susceptibles de créer une valeur économique ou financière. Les orientations stratégiques et les prêts peuvent renforcer les politiques intérieures, l'environnement juridique, fiscal, réglementaire et institutionnel d'un pays et, ce faisant, améliorer ses ressources disponibles et sa cote sur les marchés internationaux. Elles peuvent aussi accentuer l'impact des opérations de développement et attirer les investissements privés.

- Instruments d'emprunt opportuns (a) (pdf): ce sont des instruments qui permettent d'assurer un flux stable et prévisible d'apports financiers en faveur des programmes de développement. Reposant sur l'émis-



sion d'obligations sur les marchés internationaux, ils permettent de mobiliser en amont des fonds publics en faveur du développement.

- Mécanismes de gestion des risques financiers (a) (pdf): ces initiatives sont un moyen de lever des fonds publics pour inciter le secteur privé à investir, à travers des mécanismes qui corrigent les défaillances du marché et atténuent le risque souverain et/ou les vulnérabilités macroéconomiques/climatiques. Les garanties, les produits dérivés, les financements mixtes, les supports collectifs et les instruments d'élaboration de projets en font partie. Tous offrent une protection, à travers le partage ou le transfert des risques.

- Financement axé sur les résultats (a) (pdf): cette approche consiste à décaisser les fonds une fois atteints les résultats attendus. Elle a notamment le mérite de transférer la réussite ou le risque d'échec aux entités chargées de mettre en œuvre le projet, ce qui renforce la responsabilité et l'appropriation, améliore la gestion et optimise la prestation de services. Elle accroît aussi les chances de multiplier les sommes allouées aux objectifs de développement.

Avec l'aimable autorisation de : World University News : Ces articles sont tirés des médias locaux. University World News ne peut garantir l'exactitude des rapports originaux.

AFRIQUE-EDUCATION

Un expert souligne les difficultés liées à la qualité de l'éducation sur le continent

Envoyée spéciale : Adama Diouf Ly

Cela a engendré deux problèmes majeurs : celui de la qualité dans tout le système mais aussi le problème de l'accès au niveau du secondaire, a souligné Jytte Vagner lors de la session consacrée à la qualité de l'éducation.

Mme Vagner s'exprimait dans le cadre de la rencontre des conseillers en éducation de Plan WARO, ouverte à Ouagadougou.

Cette rencontre se tient en marge de l'atelier de formation des acteurs de la société civile pour le plaidoyer en faveur de l'éducation des filles, organisé par Plan WARO.

Le Bureau régional a fait une étude sur la qualité de l'enseignement en Afrique de l'Ouest avec une étude spécifique dans 4 pays (Sierra Léone, Guinée-Bissau, Guinée et Burkina Faso).

Depuis 2000, un grand progrès a été fait dans le domaine de l'accès avec près de 50 millions d'enfants scolarisés, mais à partir de 2008, il y a une sorte de relâchement du fait du manque de financement, a dit Mme Vagner

Toutefois, a-t-elle ajouté, ce n'est pas la seule raison puisqu'aujourd'hui, l'Afrique de l'Ouest a un taux de scolarisation de 75 à 80%, mais dans ce lot ceux qui quittent l'école avant la fin du cycle primaire



n'apprennent pas bien les compétences de vie, ne sachent ni lire, ni lire

C'est un problème dans un contexte du développement de l'information et de l'accès à l'internet, mais aussi si on veut se débrouiller dans la vie on a besoin de certaines compétences comme lire et écrire, a-t-elle soutenu.

L'étude sur la qualité de l'éducation a été faite pour contribuer à améliorer les approches d'intervention

à l'intérieur de l'Afrique

dans le réseau thématique de l'éducation du Plan WARO. Pour le conseiller en éducation, les objectifs étaient de faire une analyse des approches de Plan dans la recherche de qualité dans l'éducation et surtout comment faire la formation et la supervision des enseignants.

L'idée était d'identifier les défis et les bonnes pratiques et de voir dans d'autres pays de bons exemples en termes de qualité à promouvoir dans les autres pays, a expliqué Jytte Vagner

Pour la directrice de Plan Mali, Fadimata Alainchar les pays n'ont pas été suffisamment préparés pour recevoir ce flux d'enfants qui ont terminé le cycle primaire. Elle a indiqué que les enseignants n'étaient pas suffisamment préparés pour apporter la qualité de l'enseignement et les parents pas suffisamment préparés pour accompagner tout le processus.

Personne ne se préoccupe de ce que l'enfant apprend réellement, personne ne se préoccupe de la formation reçue par les enseignements, a-t-elle soutenu.

Au niveau de la gouvernance, il y a aussi des problèmes ,parce que les parents n'ont pas toujours le niveau d'éducation nécessaire pour une participation

effective dans la gestion de l'école, a-t-elle ajouté.

Cela a une incidence sur le processus d'apprentissage et d'achèvement du cursus scolaire des enfants. Plan International a entrepris beaucoup d'études avec ses conseillers en éducation en rapport avec la qualité de l'éducation, a souligné Mme Alainchar.

Toutes les décisions en termes d'éducation concernent tout le monde, il faut que nos Etats s'y investissent pour travailler aussi bien sur l'accès, la qualité et la gouvernance, a-t-elle avancé.

L'atelier de formation est organisée en marge de la rencontre des réseaux techniques tenue chaque année. La rencontre regroupe tous les conseillers techniques en éducation et en santé de Plan dans les 12 pays de l'Afrique de l'Ouest.

L'idée est d'échanger sur le domaine de l'éducation et voir quelles stratégies adopter pour la nouvelle année en termes d'accès, de gouvernance et partenariat avec les pouvoirs publics.

La rencontre, qui prend fin jeudi, va se pencher sur les actions faites durant l'année écoulée, les objectifs réalisés et les défis qui restent en termes



SENEGAL-EDUCATION-REFORME

Les assises de l'éducation visent une école authentiquement sénégalaise (responsable)

Quand on parle de refondation, on se dit qu'il faut s'appuyer sur la spécificité des régions, que l'on réinvente l'éducation, en fonction des besoins socioéconomiques (et) culturels des communautés locales, a dit Eugénie Aw.

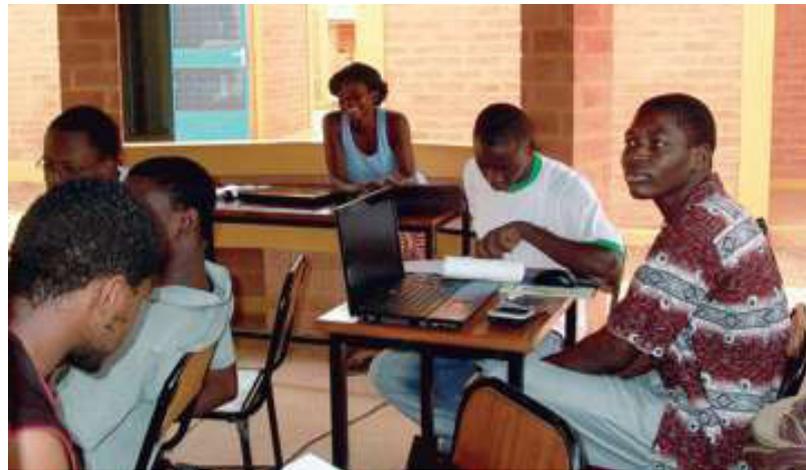
Elle a ajouté qu'il faut en même temps, qu'on enrichisse cette formation pour que l'éducation devienne une éducation sénégalaise et également une éducation ouverte sur l'international, que nos élèves aient des notions qui leur permettent de s'insérer par la suite partout.

Arrivée mercredi à Tambacounda, en provenance de Kédougou, la responsable de la cellule de communication pour les assises de l'éducation, à la tête d'une délégation, s'adressait aux journalistes, au terme d'une visite de courtoisie chez le gouverneur.

Cette tournée fait suite à un atelier d'harmonisation organisée en février dernier à Dakar, où étaient représentées toutes les régions du pays, dans le but d'élaborer une méthodologie et des cadres, en vue d'un plan d'actions des régions.

Ce plan d'actions repose sur la notion d'inclusion. Les assises ne visant pas seulement (à) réformer l'éducation, mais (à) la refonder, visent à impliquer tous les acteurs dans la réflexion, a expliqué Eugénie Aw.

Parmi les pistes, figurent la qualité, l'accès aux financements, au sujet duquel le comité cherche à réinventer les financements pour qu'ils soient moins verticaux, avec une introduction de financements privés, publics, etc. La gouvernance, notamment l'éducation à la citoyenneté, est un autre sujet de réflexion.



La structure qui travaille du préscolaire jusqu'à la fin du secondaire, a, entre autres champs de réflexion, l'éducation non formelle, l'alphabétisation, le statut des langues nationales dans l'éducation, a-t-elle relevé.

Est-ce qu'il est possible pour un peuple de réellement avoir un système éducatif performant, alors qu' (il) enseigne dans une langue qui peut-être est devenue la (sienne) mais qui est largement quelque chose qu' (il) a acquise de l'extérieur ?, s'est-il interrogé à ce propos.

L'idée qu'elle se fait d'une école sénégalaise renvoie à celle-là qui soit fondée sur les valeurs qui sont les nôtres, et parmi lesquelles les valeurs religieuses. D'où l'importance, a-t-elle dit, de se pencher sur la question des daaras (écoles coraniques) et des écoles franco-arabes. Les daaras devront être modernisés tout en gardant leurs éléments essentiels, a-t-elle souligné.

à l'intérieur de l'Afrique

Actuellement, nous avons énormément de bailleurs de fonds. Nous dédions 40% de notre budget à l'éducation, mais est-ce que quelque part les bailleurs ne sont pas en train de dicter ce que doit être l'école ?, a-t-elle questionné. Elle a évoqué la position qu'elle trouve très juste d'un enseignant de Saraya (Kédougou) pour qui, l'éducation au Sénégal doit être une question de souveraineté nationale.

Ce qui, à son avis, se produira à travers le débat instauré par les assises, et qui devra s'intéresser à la revalorisation du statut de l'enseignant, auquel il faudra donner une formation pédagogique, pour que l'élève soit quelque part la richesse de l'enseignant.

Des groupes sillonnent toutes les régions du pays, pour y mener un travail de questionnement à la base, a indiqué Mme Aw. Pour elle, les régions, avec leurs spécificités, sont le creuset de cette éducation.

Nous prônons la centralité de l'élève, a en outre affirmé, Eugénie Aw, que l'école soit faite pour tous les petits élèves sénégalais, sentent qu'ils ont leur place dans le système. Elle estime qu'au-delà de cette verti-

calité de l'enseignement, il est important que l'élève participe à sa propre formation.

Les membres du Comité des assises s'entretiennent avec des autorités, des personnes qui ont quelque chose à dire sur l'éducation, à la recherche de la parole critique, a dit la responsable de la cellule de communication.

Elle a annoncé, à ce sujet, la tenue à Tambacounda d'un forum qui regroupera toutes les communautés, sans en préciser la date.

Dans la même optique, un focus groupe avec des élèves et des enseignants, a été organisé à Kédougou. L'idée est de permettre une plus grande participation de toutes les personnes qui s'intéressent à l'éducation.

L'information et la communication étant au cœur de son travail, le Comité cherche à travailler avec les radios communautaires comme des outils de proximité, utilisant les langues locales, mais aussi à mieux former la presse, en renforçant un réseau des journa-

Burkina

Ecole nationale des eaux et forêts : 332 nouveaux forestiers en fin de formation à Dindéresso

Sous la présidence du ministre de l'Environnement et des Ressources halieutique, Sadou Maïga, la 55e promotion des élèves de l'Ecole nationale des eaux et forêts (ENEF) est officiellement sortie le 31 juillet 2015 à Dindéresso à environ 15 km de Bobo-Dioulasso. C'était en présence de Mohamed Diakité, représentant du président de la commission de la CEDEAO, parrain de la cérémonie.

Après deux années de formation d'une part pour les préposés, assistants, contrôleurs des eaux et forêts, et techniciens supérieurs de l'environnement, et d'autre part trois ans pour le cycle des inspecteurs des eaux et forêts, l'Ecole nationale des eaux et forêts (ENEF) met à la disposition de l'Etat burkinabé, du secteur privé et des administrations sous régionales et africaines, 332 nouveaux agents de l'environnement. Outre les nationaux, la 55e promotion de l'ENEF est composée de Togolais, Nigériens, Tchadiens et Centrafricains. Tout comme les autres promotions sortantes, la cuvée 2015 a pris comme nom de baptême: «Zéro sachet plastique». Suivant l'explication de Sadou Maïga, ministre de l'Environnement et des Ressources halieutiques, la loi interdisant l'utilisation des sachets plastiques a été mise en vigueur en 2015. Selon lui, c'est une occasion pour rappeler ce slogan aux impétrants à savoir, «Zéro sachet plastique » qui est également le nom de baptême de cette 55e promotion. C'est pour que la disparition de ces sachets soit une réalité partout où les nouveaux forestiers serviront. M. Maïga a aussi invité les élèves sortants à rester collés au texte dans l'exercice de leur fonction, afin de ne pas céder à la corruption. Pour Sayouba



Kirsi Ouédraogo, délégué général de la 55e promotion de l'ENEF, c'est un sentiment de satisfaction qui l'anime ainsi que ses camarades, d'être investis dans une autre mission. Cependant, il n'a pas manqué d'énumérer quelques difficultés et souhaiter une amélioration des conditions de formation et de vie à l'ENEF créée en 1953. Parmi les doléances figurent une connexion internet pour faciliter l'accès à l'information scientifique, l'introduction de nouveaux modules dans les curricula de formation, le renforcement du personnel d'encadrement, et l'inscription de la cantine des élèves au budget de l'Etat.

Elie Z. SANOU

Burkina

Fin de la conférence annuelle des encadreurs pédagogiques au centre ouest: des encadreurs se prononcent sur la pertinence du thème

Fin de la conférence annuelle des encadreurs pédagogiques au centre ouest

Des encadreurs se prononcent sur la pertinence du thème

Koudougou, (AIB) - Debutée le 27 juillet, la conférence annuelle des encadreurs pédagogiques organisée sur toute l'étendue du territoire nationale a pris fin le 30 juillet 2015. Placée sous le thème «réforme curriculaire dans le contexte du continuum», cette rencontre annuelle a été l'occasion pour les inspecteurs et les conseillers de plancher sur les dossiers brûlants de l'éducation de base au Burkina Faso. Dans la région du Centre-ouest, cette rencontre s'est tenue à Koudougou et la cérémonie de clôture a été présidée par le Haut-commissaire du Boulkiemdé, M. Abdoulaye Zeba, représentant la gouverneure de la région.

L'objectif visé était de permettre aux inspecteurs de l'enseignement du premier degré et aux conseillers pédagogiques itinérants de renforcer leurs compétences en vue de relever les défis majeurs du secteur de l'éducation de base. Ainsi, en plus du thème principal, les thématiques suivantes ont été abordées: l'étude sur les plans d'amélioration collectif et individuel (PAC/PAI), les résultats de l'évaluation des acquis scolaires et la généralisation des comités de gestion (COGES). Dans la région du Centre-ouest, 181 participants étaient concernés par la conférence. Après quatre jours de travaux, le directeur régional de l'Education nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) du Centre-ouest, M. Boureima Sawadogo, s'est dit satisfait du taux de participation et des résultats obtenus à travers les thèmes abordés et les différents échanges. De son point de vue, «le taux de participation générale a été de 84%. Les thèmes prévus ont été abordés et les participants ont manifesté beaucoup d'intérêt et se sont pleinement impliqués durant les travaux ce qui permet de dire que les résultats escomptés ont été atteints». Ainsi,

selon lui, les fruits de cette conférence permettront aux encadreurs pédagogiques d'accompagner convenablement les enseignants sur le terrain et à terme cela permettra d'améliorer la qualité de l'éducation dans la région. A la suite du DRENA, les participants ont également dressé un bilan positif de l'édition 2015 de la CAEP du Centre-ouest. Du point de vue de Mme Assata Bationo, inspectrice de l'enseignement du premier degré et Chef de la circonscription d'éducation de base (CCEB) de Léo 1, «les thèmes développés permettront d'améliorer les indicateurs de performance dans le secteur de l'éducation de base dans la région. Des suggestions ont été faites dans le but d'améliorer la mise en œuvre des PAC/PAI dans les écoles et les échanges effectués sur la généralisation des COGES permettront de mobiliser davantage les communautés autour de l'école», a-t-elle conclu. Toutefois, les participants espèrent vivement la mise en œuvre des différentes résolutions qui ont été prises au cours de la conférence. C'est en ce sens que M. Idrissa Tiendrébéogo, Conseiller pédagogique itinérant dans la Circonscription d'éducation de base de Kassou, a, non seulement relevé la pertinence des thèmes, mais a également souhaité que les résultats de cette conférence soient mis en valeur et qu'il y ait parfois des recyclages pour approfondir les connaissances acquises. Même si les participants se sont montrés globalement satisfaits, ils ont néanmoins émis le vœu de voir les conditions de travail améliorées durant les éditions prochaines et surtout, que certains encadreurs de la région soient responsabilisés pour la présentation de certains modules. Somme toute, c'est sur une note de satisfaction globale que les rideaux se sont refermés sur l'édition 2015 de la CAEP du Centre-ouest et déjà pour l'édition 2016 les participants projettent d'être entretenus sur la crise de l'autorité dans l'éducation.

François KABORE

Congo – RDC

10 Lauréats lancés sur le marché d'emploi par L'ISSS/ Inongo



Inongo,06 /08 (ACP).- L'institut supérieur des sciences de sante (ISSS) d'Inongo vient de lancer sur le marché d'emploi 10 lauréats qui ont reçu, mardi, le spécimen de leurs diplômes en qualité des gradués en sciences infirmières, option hospitalière, au cours de la cérémonie de collation de grades académiques qui s'est déroulée dans la salle de promotion dudit l'institut. Selon le rapport académique, sur un effectif total de 50 étudiants inscrits en G3 pour l'exercice 2014-2015,

10 seulement ont satisfait à la 1ere session, témoignant ainsi le sérieux et la rigueur des autorités et du corps professoral dans la formation des étudiants dans cette institution d'enseignement supérieur.

L'ISSS/Inongo créé depuis 2004, est une institution privée pour la formation des techniciens en assainissement et en sciences infirmières. ACP/Zng/Ndom/Fmb

Début bientôt des enseignements du 3ème cycle à l'ISTM/KIN

Kinshasa, 06/08 (ACP).- L'Institut supérieur des techniques médicales de Kinshasa (ISTM/KIN) débutera bientôt les enseignements du 3ème cycle pour former les enseignants devant dispenser les cours aux ISTM de la RDC, a-t-on appris mercredi au sein de cet établissement public d'enseignement supérieur et universitaire(ESU).

Cette mesure gouvernementale a été saluée par le comité de gestion de cet institut qui s'est battu pour expliquer à la commission des enseignements du 3ème cycle les motivations de l'ouverture dudit à l'ISTM/KIN.

Cet institut supérieur a bénéficié des bourses de certains pays amis pour appuyer son corps professoral actuel notamment les Etats Unis d'Amérique, l'UNFPA, le Japon, le Canada et le Maroc.

Poursuite des travaux de construction sur le site de l'ISTM/KIN

Le comité de gestion de l'ISTM/KIN a réaffirmé son engagement à poursuivre la construction sur le site de cet établissement en vue de sa transformation et de sa modernisation. Ce site qui lui a été cédé depuis plus d'une décennie par l'Université de Kinshasa(UNIKIN) est mis en valeur presque chaque



année par le comité de gestion qui a déjà construit plus de douze bâtiments sur fonds propres.

Une grande partie de ce site, rappelle-t-on, a été spoliée par les tierces personnes, contrecarrant ainsi la possibilité de l'extension de ses immeubles. ACP/Kayu/May

125 gradues de l'ISC/Bandundu lancés sur le marché de l'emploi

Kudzai Mashininga

Bandundu, 03/08 (ACP) L'institut supérieur de commerce (ISC) de la ville de Bandundu a déversé, vendredi dernier sur le marché de l'emploi, cent vingt cinq nouveaux gradués en sciences commerciales et financières et en gestion informatique dont soixante six filles sur 252 finalistes enregistrés à la première session, à l'occasion de la clôture de l'année académique 2014-2015 qui a été marquée par la collation des grades académiques aux lauréats, a constaté l'ACP.

Parmi les lauréats, sept dont une femme ont obtenu la mention distinction sur l'ensemble des options qu'organise cet institut. Le directeur général de l'ISC/Bandundu, Julien Tazi, a invité, dans son discours, les lauréats à être les porte-étendards de l'ISC/Bandundu en tout lieu, avant d'appeler les parents à y inscrire massivement leurs enfants.

Le ministre provincial des finances, Bienvenu Ilanga qui a représenté l'autorité provinciale, a exhorté les finalistes à créer des emplois en s'adaptant aux nouvelles méthodes de travail et au contexte économique actuel. L'institut supérieur des sciences et de développement (ISSD) de Bandundu, première institution d'enseignement supérieur privée et agréée de la ville de Bandundu, créée en 1986, a aussi déversé le même jour quarante finalistes sur le marché de



l'emploi.

Un jour avant, l'Institut supérieur des sciences et techniques médicales (ISTM) de cette même ville avait lancé sur le marché de l'emploi quatre-vingt deux gradués dont quarante et un en sciences infirmières, vingt en techniques de laboratoire et vingt et un sages femmes dont une distinction. ACP/ZNG./Ndom.

Le conseil d'administration de la BAD approuve la stratégie de gestion de savoir de la Banque pour la période 2015-2020.

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD), lors de sa réunion du 24 juin 2015 à Abidjan, a approuvé la stratégie de gestion du savoir (SGS) de l'institution pour la période 2015-2020.

La vision sous-tendant cette stratégie de gestion du savoir est de faire de la BAD la première institution du savoir en Afrique dans les domaines relevant de son mandat. C'est un objectif à moyen terme et une aspiration dont le trajet importe au moins autant que la destination.

Aujourd'hui, le savoir et l'innovation constituent des éléments importants des stratégies de développement dans de nombreuses régions du monde.

Grâce à sa capacité à associer le savoir au financement, la Banque occupe une position unique pour être le chef de file de l'élaboration de solutions novatrices en réponse aux défis complexes auxquels l'Afrique se trouve confrontée. Pour jouer ce rôle, la Banque complète de plus en plus ses financements par des produits et des services fondés sur le savoir, notamment les travaux d'analyse, le conseil et la politique.

L'objectif stratégique de la SGS est d'accroître l'efficacité du développement par l'offre et l'échange de solutions novatrices dans le domaine du savoir pour la transformation de l'Afrique avec les pays africains. L'efficacité, la qualité et l'impact nécessiteront de cibler les domaines critiques du savoir.

Les priorités sont alignées sur celles de la stratégie décennale (SD) de la Banque pour la période 2013-2022 : développement des infrastructures, dévelop-

pement du secteur privé, intégration économique régionale, compétences et technologie, gouvernance et responsabilisation ainsi que les domaines privilégiés : la dimension genre, les États fragiles, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

La SGS repose sur deux piliers reflétant le rôle du savoir pour accroître l'efficacité des activités de la Banque visant à s'attaquer aux besoins urgents de développement de l'Afrique, et à renforcer la qualité du dialogue sur les politiques de l'institution, ses services de conseil et sa participation au débat sur le développement.

La mise en œuvre de la SGS s'appuiera sur les atouts établis de la Banque en matière de savoir tels que ses publications phare, les dialogues sur les politiques, les programmes de renforcement des capacités, la gestion du savoir et la plateforme d'apprentissage fondée sur les TIC.

La SGS renforcera les partenariats existants et en établira de nouveaux. Il sera important que la Banque choisisse ses activités de gestion du savoir de manière stratégique, en se basant sur la demande, le consensus des acteurs clés et des interventions ciblées avec des résultats mesurables.

La SGS visera à aborder les domaines de renforcement identifiés par l'évaluation des travaux économiques et sectoriels de la Banque, le dernier audit de la gestion du savoir, et les évaluations des travaux fondés sur le savoir d'autres institutions financières internationales.

Citons notamment la nécessité d'équilibrer les travaux de prêt et de savoir de la Banque (par exemple,

à l'intérieur de l'Afrique

accroître le partage des produits du savoir sur les infrastructures) : accorder plus d'attention à la qualité des produits du savoir ; encourager la production de produits et de services fondés sur le savoir, éviter les approches fondées sur l'offre et le travail en silos.

Pour finir, la clé d'une gestion du savoir réussie réside dans la culture de la Banque et l'état d'esprit de l'ensemble du personnel. On sera attentif à faire de la Banque une institution qui apprend et innove en permanence, qui sera capable de tirer des enseignements de ses projets et de ses initiatives, ainsi que de ceux de ses partenaires de développement et de ses homologues.

La SGS n'est pas prescriptive ; au contraire, chaque

département et unité de la Banque adaptera le cadre à ses propres besoins. Les résultats des activités de savoir de la Banque seront mesurés pour suivre et évaluer les progrès accomplis et pour aborder les défis émergents.

L'examen à mi-parcours de la SGS 2015-2020 aura lieu en 2018. Les responsabilités liées à sa mise en œuvre seront partagées entre les départements de la Banque qui produisent le savoir. Le Bureau de l'économiste en chef de la Banque continuera à assurer la coordination générale.

(Source : Banque africaine de développement)

Les diplômés du troisième cycle doivent s'intégrer dans le secteur industriel - Ministre

M. Samuel Okudzeto Ablakwa, vice-ministre de l'Enseignement supérieur, a indiqué que l'enseignement supérieur devait former des diplômés possédant les qualifications requises pour innover et répondre à tous les besoins du secteur industriel.

Il a déclaré que l'enseignement ne se limitait pas à l'acquisition de connaissances en classe, mais plutôt à développer chez l'élève les bonnes attitudes pour lui permettre de s'intégrer dans la société et d'avoir un impact significatif dans son domaine d'activité.

M. Ablakwa a fait cette déclaration lors d'un forum à Accra intitulé : « Global Citizenship World Café », organisé par l'Université Webster du Ghana, visant à encourager l'esprit de citoyenneté mondiale dans le pays et la sous-région.

Le forum a rassemblé des Ghanéens accomplis de tous les secteurs de l'économie et il a offert de riches échanges de vues et d'informations pour éclairer les débats sur la citoyenneté mondiale et la manière dont elle s'applique à la génération actuelle pour façonner ses perspectives.

Il a noté que la qualité de l'éducation demeurait une priorité gouvernementale, ajoutant que le Ghana figurait parmi les pays identifiés comme la destination préférée pour l'enseignement supérieur en Afrique et il ne fait aucun doute que le pays compte un nombre non négligeable d'étudiants internationaux apprenant dans ses universités.

Il a déclaré que le gouvernement avait chargé le Bureau national d'agrément de donner la priorité aux universités privées qui veulent proposer un enseignement scientifique, étant donné qu'il y a de la place pour une présence plus importante de l'enseignement privé dans ce domaine.



M. Ablakwa a déclaré que le gouvernement avait connu 13 réformes de l'éducation depuis son accession à l'indépendance, d'où la nécessité d'identifier les domaines stratégiques qui devaient être améliorés par le dialogue et la critique constructive.

Il a déclaré que le pays dépensait six pour cent de son produit intérieur brut pour l'éducation et que le forum devait offrir des occasions d'apprendre des expériences d'autres pays pour améliorer l'éducation.

Mme Christa Sanders, directrice de l'Université Webster, a déclaré que l'université était un établissement d'enseignement supérieur américain fondé en 1915. Elle a démarré ses activités au Ghana en 2013 pour transmettre un enseignement de style américain de qualité.

Elle a déclaré que le forum était conforme à la vision de l'université de développer des citoyens du monde qui pensent et voient les choses autrement, et elle a exprimé le souhait que le débat transforme les citoyens locaux en citoyens du monde.

à l'intérieur de l'Afrique

Elle a indiqué que le forum était centré sur les principaux domaines d'activité de l'université, à savoir la gestion commerciale, les relations internationales et les médias et la communication.

Mme Sanders a déclaré que le campus du Ghana était l'un des neuf campus internationaux qui forment un réseau unique pour étudier presque partout dans le monde.

M. Rami Baitie, chef de Corporate Affairs and Marketing au UT Group, a déclaré que les forces de l'engagement mondial aidaient les gens à s'identifier comme des citoyens du monde grâce aux technologies modernes de l'information, de la communication et des transports.

Il a indiqué que les entreprises devaient respecter les délais lorsqu'elles faisaient des affaires pour rester compétitives dans le commerce à l'échelle internationale, et utiliser la technologie à bon escient, car

c'est une force motrice pour les entreprises.

M. Godwin Etse Sikanku, conférencier à la Faculté de communication de l'Université du Ghana, a déclaré que le rôle des médias était essentiel pour la citoyenneté mondiale, car ce sont des outils permettant de transmettre l'information à travers la planète pour la transformation sociale et économique.

M. Francis Appiah, analyste financier à Liberty Capital, a déclaré qu'un moyen efficace de s'attaquer à la plupart des problèmes les plus urgents du monde était de mobiliser le secteur privé afin de nouer des partenariats économiques.

Source : Ghana News Agency

Editorial Team / Equipe de rédaction

Lawalley Cole
Ben Hassine Omar

Published by WG COMED
Novembre 2015

For more information please contact :

Lawalley Cole

Coordinator, Working Group on Communication for Education and Development
Association for the Development of Education in Africa (ADEA)

African Development Bank (ADB)
Office 801-802 (ATR), P.O. Box 323 – 1002
Tunis- Belvedere, Tunisia

Tel : [+216] 71 10 3503

Fax : [+216] 71 25 26 69

Mobile: +216 216 314 25

Email: l.cole@afdb.org

Websites: <http://www.adea-comed.org>

<http://www.adeanet.org>

DISCLAIMER: The opinions expressed in this News Journal are solely those of the authors and do not reflect the official position of the Association for the Development of Education in Africa (ADEA), its Executive Committee or Steering Committee members or any of its Working Groups including the Working Group on Communication for Education and Development (WG COMED).

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE :

Les opinions exprimées dans ce Journal d'information sont de la seule responsabilité des auteurs et ne reflètent pas la position officielle de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), des membres de son comité exécutif ou de son comité directeur ou d'aucun de ses Groupes de travail, y compris le Groupe de travail sur la Communication pour l'éducation et le développement (GT COMED).